

*l'Anti*capitaliste

N°73 | FÉVRIER 2016 | 4 €

la revue mensuelle du **NPA**



IMPÉRIALISMES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI



CRISE ÉCONOMIQUE
LA CHINE VA-T-ELLE DÉTRUIRE
LE MONDE ?



ÉTAT ESPAGNOL
APRÈS UNE ANNÉE ÉLECTORALE,
L'URGENCE DE LA MOBILISATION



PORTUGAL
UN GOUVERNEMENT
ANTI-AUSTÉRITÉ ?

EDITORIAL

Galia Trépère Non à l'Europe forteresse ! Liberté de circulation et d'installation ! **P3**

PREMIER PLAN

Antoine Rabadan Etat espagnol

2015, année électorale. 2016 : relance des mouvements sociaux ? **P4**

Jean-Philippe Divès Au Portugal, un gouvernement anti-austérité ? **P9**

ACTUALITE

Michael Roberts Crise économique La Chine va-t-elle détruire le monde ? **P12**

Régine Vinon Guadeloupe : un département pas comme les autres **P14**

DOSSIER

Yann Cézard Il y a un siècle, l'impérialisme en débats **P16**

Yvan Lemaitre Etats-Unis, le retour de la force ? **P20**

Paul Martial FrancAfrique, la « french touch » de l'impérialisme **P23**

Pierre Rousset Le déploiement international du nouvel impérialisme chinois **P27**

Yann Cézard Impérialisme et mondialisation **P30**

LECTURES

Jean-Philippe Divès Lire et discuter le *Lénine* de Lars Lih **P34**

FOCUS

Jean-Baptiste Pelé Les violences de l'état d'urgence **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-mpa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

« No deportation. Logement et papiers ». Le 18 décembre 2015 à Paris, dans une manifestation de défense des migrants. Photothèque rouge/JMB.



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yann Cézard, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Ugo Palheta, Jean-Paul Petit, Galia Trépère, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction : contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication :

Ross Harrold

Diffusion :

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :

01 48 70 42 28

2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :

0519 P 11509

Numéro ISSN :

2269-370X

Société éditrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :

3 000 exemplaires

Maquette et impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél. : 01 48 70 42 22

Fax : 01 48 59 23 28

Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Non à l'Europe forteresse ! Liberté de circulation et d'installation !

PAR GALIA TRÉPÈRE

Le 19 janvier dernier, le président du Conseil de l'Europe, le polonais Donald Tusk, donnait « deux mois » à l'Union européenne pour résoudre la crise des réfugiés sous peine de disparition de l'espace Schengen, cet espace, bien limité au demeurant, de libre circulation à l'intérieur de l'Europe. Pour l'heure, les ministres de l'Intérieur européens ont déclenché une procédure visant à prolonger légalement pendant deux années supplémentaires les contrôles aux frontières de six Etats (Allemagne, France, Autriche, Danemark, Suède et Norvège), auxquels pourraient s'ajouter d'autres pays. Sans parler de la Hongrie qui avait clôturé de sa propre autorité en octobre dernier sa frontière avec la Serbie par un mur de barbelés.

MESURES DISCRIMINATOIRES

Sous la pression de l'influence grandissante des extrêmes droites, les gouvernements multiplient les mesures discriminatoires à l'égard des migrants. Le Danemark ne vient-il pas de décider, outre un durcissement du droit d'asile, d'autoriser les forces de police à fouiller les bagages des arrivants et à saisir leur argent liquide au-delà de 1400 euros. « *Ce que nous disons, c'est que si vous voulez venir en Europe, mieux vaut éviter le Danemark* », se réjouit publiquement un porte-parole du Parti populaire danois d'extrême droite. Le gouvernement suédois, dans le même temps qu'il parle d'utiliser, selon une tradition bien française, des charters pour expulser les réfugiés déboutés du droit d'asile, envisage de réduire les aides sociales pour les étrangers ayant obtenu un permis de résidence temporaire. Une mesure que le premier ministre britannique, David Cameron, souhaiterait bien obtenir de l'Union européenne pour présenter un compromis acceptable et éviter le « Brexit », la sortie de l'UE, qu'il a lui-même envisagé par démagogie lors de sa campagne électorale, convoquant pour en décider un référendum en juin prochain.

Il va sans dire que les migrants n'en continuent pas moins d'affluer, toujours plus nombreux, chassés par les désastres des guerres au Moyen-Orient, du chaos économique et de la crise climatique. L'organisation internationale pour les migrations (OIM) a recensé la mort, depuis le 1^{er} janvier 2016, de 113 personnes qui ont péri noyées dans le naufrage de leur embarcation en Méditerranée. Elle évalue à 37 000 le nombre de migrants arrivés depuis cette date en Grèce ou en Italie, dix fois plus que l'an passé sur la même période.

FIASCO EUROPÉEN

En septembre 2015, un sommet européen avait décidé, sans enthousiasme, un plan de « relocalisation » destiné à soulager l'Italie et la Grèce. Sur les 160 000 étrangers qui devaient être répartis entre différents pays... 272 seulement l'ont été. Devant un tel fiasco, les Etats européens ont imaginé une autre solution, qui n'aura pas plus de succès : convaincre la Turquie de garder chez elle le maximum des 2,5 millions de réfugiés qui y survivent dans des conditions extrêmement précaires, contre la promesse d'une aide de trois milliards d'euros.

Seule l'Allemagne continue pour l'instant d'accueillir des centaines de milliers de réfugiés – plus d'un million l'an dernier. L'extrême droite, Pegida, AfD (Alternative pour l'Allemagne), comme la CSU bavaroise qui est alliée avec la CDU d'Angela Merkel, s'est emparée des événements survenus à Cologne, où plusieurs centaines de femmes ont été victimes d'agressions sexuelles et de vols – deux d'entre elles ont été violées – de la part de centaines de jeunes hommes dont la plupart sont originaires de pays du Maghreb ou du Moyen-Orient, et parmi eux des réfugiés. Sous cette pression, Angela Merkel, tout en refusant de limiter comme le veut la CSU le nombre des réfugiés à 200 000, envisage des mesures de réduction de l'accueil. Mais le gouvernement allemand a, dans le même temps, annoncé qu'il consacrerait 8 milliards d'euros sur son budget à l'installation des étrangers accueillis.

C'est cependant une exception, qui pourrait bien ne pas durer. Pour la plupart des dirigeants européens, même s'ils ont quelquefois le mot « accueillir » à la bouche, il n'est question que de sécuriser les frontières de l'Europe, d'en faire une véritable forteresse ou de renoncer à la libre circulation à l'intérieur de l'espace Schengen. Si la solidarité n'existait pas, celle des garde-côtes italiens et grecs qui ont sauvé des dizaines de milliers de réfugiés naufragés en Méditerranée, celle des bénévoles qui accueillent les migrants en Italie, en Grèce et en Allemagne où 7 milliards d'euros de dons ont été collectés à leur profit, la situation des migrants serait sans doute partout ce qu'elle est dans la « jungle » de Calais.

Car une chose est sûre, c'est que le gouvernement français se lave les mains des drames que vivent les migrant-e-s. Lorsque ceux de Calais manifestent, comme ils l'ont fait le 23 janvier dernier, pour dénoncer les conditions inhumaines qui leur sont imposées, ce sont eux qui sont au banc des accusés, alors même qu'ils ne souhaitent que quitter la France pour passer en Angleterre. □

Dans la manifestation de Calais du 23 janvier 2016. DR.



ÉTAT ESPAGNOL

2015, année électorale. 2016 : relance des mouvements sociaux ?

PAR ANTOINE RABADAN

Les urnes, ce totem du régime de la Transition démocratique, bafouillent désormais le langage de la confusion politique. Les ressorts du bipartisme ne donnent plus d'impulsion à la reproduction parlementaire du système. La logique contestataire du « Nous pouvons » est montée électoralement en puissance, mais reste en quête de la sortie populaire d'une crise capitaliste toujours plus sauvagement destructrice du tissu social.

Les élections générales du 20 décembre dernier ont bouclé en apothéose un cycle de 5 élections sur 2015. Apothéose ? Oui, par le double phénomène combiné d'une crise sans cesse approfondie des deux partis du régime, PP et PSOE (le PS espagnol) et de la montée en puissance de Podemos (nous verrons plus loin que, sur ce dernier point, les choses sont en réalité plus complexes qu'il n'y paraît).

« DÉMOCRATIE DE LA TRANSITION », LA PANNE

Les Espagnols se retrouvent devant l'inédit d'une « ingouvernabilité » qui, à l'heure où ces lignes sont écrites, menace de déboucher sur... de nouvelles élections générales. Quelles sont les dynamiques en cours ?

Le total des voix du PP et du PSOE s'élève à près de 12,8 millions, soit 51 % des exprimés alors que, quatre ans auparavant, ce chiffre s'établissait à 17,9 millions, soit 73 % (83,7 % en 2008 !) Coïncidence : pour un corps électoral relativement stable, le différentiel de moins 5 123 854 voix PP + PSOE obtenues entre 2011 et 2015, correspond quasi exactement au total des voix de Podemos et des coalitions auxquelles il participait (5 189 333 voix, soit 20,7 %). L'onde de choc du mouvement des Indigné-e-s de 2011 (15-M) est toujours là, qui vient de briser ce qui faisait l'ordinaire du régime né en 1978 : sa capacité, via le rituel des élections, à fixer très massivement sur les deux partis fonctionnellement abonnés à cette tâche le consensus populaire nécessaire à sa perpétuation.

Parmi les dégâts collatéraux de cette fin de 2015, on note l'aggravation de la crise d'Izquierda Unida (le Front de Gauche espagnol), qui perd en quatre ans 54 % de ses voix (923 105 contre 1 700 000) dont on a tout lieu de penser qu'une partie est allée sur Podemos. Les efforts d'Alberto Garzón, la tête de liste de IU, pour accrocher sa coalition à Podemos afin de la mettre en position de dépasser la formule politique caduque, que, selon lui, elle incarne désormais, auront été vains. La direction de Podemos n'acceptait que son intégration, en une humiliante position subordonnée, à ses listes.

A droite, la formation politique mise sur orbite pour contrer Podemos, sur son propre terrain de l'innovation politique « radicale », Ciudadanos, a finalement échoué à détourner vers elle une partie significative du corps électoral visé par le parti « morado » (mauve, la couleur emblématique de Podemos). Boosté par ses poussées, souvent au-dessus de 9 %, aux élections des communautés autonomes [les « régions » de l'Etat espagnol], il a créé en septembre la surprise catalane où, avec près de 18 % des voix (deuxième force électorale), il a relégué la candidature dirigée par Podem (la déclinaison catalane de Podemos) à moins de 9 %. A partir de là, il n'a cessé de progresser dans les intentions de vote pour la générale du 20 décembre jusqu'à figurer, dix jours avant l'échéance, à 21,6 %, en deuxième position derrière le PP. Au final il se retrouve rétrogradé, victime directe du décoiffant effet Podemos de fin de campagne, à moins de 14 %, en quatrième position. Il recule y

compris en Catalogne, avec à peine plus de 13 %, par rapport au score obtenu à l'élection de l'« autonomie » trois mois auparavant.

UN HÉMICYCLE SANS BOUSSOLE

Face aux 123 député-e-s du PP, aux 90 du PSOE, aux 40 de Ciudadanos, Podemos et ses alliés pèsent 69 député-e-s. Pour le PP, avec la perte de 63 sièges, c'est la majorité absolue (176 mandats) qui s'envole et l'obligation qui lui est faite de passer des alliances. D'où ses efforts désespérés pour créer le front uni anti-Podemos avec le PSOE, voire avec Ciudadanos, permettant de reconstituer une majorité parlementaire.

Cette situation crée un grave déséquilibre : certes, dans le passé, la convergence des deux grands partis du système se réalisait, malgré leur communion autour de la « démocratie de la Transition », au détour « seulement » de tel ou tel vote : sur, par exemple, les scélérates lois antiterroristes (anti-ETA), ou encore sur l'infâme modification de l'article 135 de la Constitution qui, en 2011, véritable défi du gouvernement socialiste au mouvement des Indigné-e-s, fit du remboursement de la dette publique la priorité budgétaire absolue de l'Etat. Aujourd'hui, finie l'alternance/connivence menée en pointillés, il faut faire tomber, forcés par le cours des choses, le masque de ladite alternance au profit d'une union de gouvernement modulée comme partage des ministères (à l'allemande) ou comme soutien parlementaire des socialistes au PP ! Avec l'inconvénient que le bipartisme,

ainsi dépouillé de la fiction qui occulte sa nature unipartiste procapitaliste, s'en trouverait encore plus discrédité et délégitimé.

PODEMOS/PSOE, JE T'AIME, MOI NON PLUS... QUOIQU'...

Le PSOE hésite à basculer dans ce schéma sauve-qui-peut du « tous ensemble avec le PP » et, le cas échéant, avec Ciudadanos, qui lui ferait perdre ses frêles signes distinctifs « de gauche ». Non que cela lui soit rédhitoire en soi, après presque 40 ans de bons et loyaux services envers le système qui ont fait du social-capitalisme sa seconde nature. Non, le problème est du côté du coût politique induit : la dynamique, désormais politique, du 15-M présente méchamment sa facture et c'est le PSOE qui en paye le prix le plus fort.

Podemos a beau déclarer (certes avec moins de fermeté qu'avant) qu'il est hors champ gauche-droite, sa poussée pénalise d'abord « la gauche » (PSOE et IU) tandis que le PP, malgré son énorme recul électoral, parvient encore à résister à l'ascension du vote podémite (deux millions de voix d'écart) mais aussi à celle du « Podemos de droite » (avec un différentiel de 3,7 millions de voix et de 15 points). Il reste la première force électorale avec une marge de près d'un million 700 000 voix sur son suivant immédiat, le PSOE (près de 7 points d'écart). Mais l'éventuel appoint ponctuel de Ciudadanos ne faisant toujours pas le compte majoritaire, il lui reste à se gagner les socialistes.

Ceux-ci se retrouvent ainsi placés au cœur des contradictions politiques du

moment : Pedro Sánchez, leur fringant secrétaire général, ferait bien le pari d'attirer Podemos dans une alliance... de gauche. Objectif : transposer au gouvernement central les ententes post-municipales avec ce parti et ses alliés pour écarter le PP de certaines mairies. Soit par une union ouverte avec répartition de ministères (à l'allemande), soit par un appui parlementaire de Podemos à un gouvernement monocolor socialiste, en rééditant peu ou prou ce qui s'est mis en place chez le voisin portugais (pacte gouvernemental entre le PSP, le Bloco de Esquerda et le PCP).

Mais cette option suscite une offensive de la vieille garde socialiste, autour de Felipe González, l'artisan « de gauche » de la Transition¹, et de la puissante et retorse présidente de l'Andalousie, Susana Díaz. Ils agitent le chiffon rouge de l'indépendantisme catalan et donc la nécessité de faire bloc avec le PP et Ciudadanos pour préserver « l'unité » de l'Espagne. Le fait est que la réalité plurinationale de l'Etat espagnol pose un obstacle de taille à la mise en place d'un scénario à la portugaise : d'autant que Podemos fait de l'acceptation du droit à l'autodétermination un préalable, à ce jour ferme, à toute discussion sur un pacte de « gouvernabilité » avec le PSOE (ce parti de la « caste » !).

CATALOGNE, LA PÉRIPHÉRIE QUI PERCUTE AU CENTRE !

L'autodétermination est l'un des points principaux de rupture avec la Culture de la Transition et son « régime des autonomies » : celui-ci, longtemps conçu comme

le contre-feu idéal aux revendications nationalitaires historiques, laisse désormais apparaître avec la Catalogne que lesdites revendications conservent et même accroissent leur explosivité.

Le paradoxe de cette contradiction centrale portée depuis la périphérie territoriale noue l'actuel blocage institutionnel. Signe des temps nouveaux, un positionnement en faveur de l'autodétermination des peuples de l'Etat espagnol ne constitue plus un épouvantail permettant aux partis du régime de se gagner une massive majorité des Espagnols grâce à leur diabolisation du souverainisme en termes d'assassin (celui des Basques « terroristes ») ou d'égoïste (celui des « riches » Catalans). La crise ouverte en 2008 est passée par là : les Castillan-e-s, les Andalous-e-s, etc. se découvrent toujours plus frères et sœurs d'infortune et quasi-nécessairement solidaires des Catalan-e-s, Basques et autres Galicien-ne-s.

La rectification (déplaçant la balance plus vers l'autodétermination et moins vers la nécessité que celle-ci débouche sur une simple reconfiguration de l'unité de l'Espagne) qu'a opérée Podemos, suite à l'élection de Catalogne, sur la question clé, mais si complexe de cette autonomie amène à aborder le succès électoral qui en a, pour partie, résulté. Comme nous l'avons écrit ailleurs², après avoir connu l'embellie ouverte avec la spectaculaire percée aux élections européennes de mai 2014 jusqu'à l'impressionnante « Marche pour le changement » de janvier 2015, Podemos n'a cessé de perdre du souffle, ce dont



Dans la « Marche pour le changement » appelée par Podemos le 31 janvier 2015, et qui avait rassemblé des dizaines de milliers de participants. DR.

les sondages à la baisse témoignèrent. Les résultats en-deçà de ses espérances aux diverses élections intermédiaires furent le prélude à l'échec retentissant à l'élection de l'autonomie catalane, avant que ne se produise une « remontée » (*la remontada*) fulgurante sur les deux derniers mois de la campagne des législatives, qui a donné le score remarquable évoqué plus haut. La question « pourquoi un tel parcours en dents de scie » ne saurait trouver de réponse satisfaisante du côté de ce que la direction de Podemos a longtemps mis en avant : la forte campagne d'hostilité politique et médiatique menée à son encontre par le « système », une fois la surprise des Européennes passée.

PODEMOS AU RISQUE DE NE PAS POUVOIR

C'est, plus profondément, dans l'orientation qu'a donnée la direction iglésiste au parti qu'il faut chercher les causes de cette importante baisse de régime. Ainsi le mode de désignation des candidatures à la législative de décembre a réaffirmé le tropisme antidémocratique, verticaliste, monolithique et centraliste, qui avait présidé à l'élection des organes de direction du parti à l'assemblée de fondation fin 2014. Aucun candidat-e à la députation n'était extérieur à la mouvance, pour ne pas dire la fraction, iglésiste ! Par ailleurs c'est depuis Madrid, dans une totale déposses-

sion du pouvoir de décision des structures locales, qu'ont été constituées les listes de candidatures pour une élection certes nationale mais, tout de même, avec représentation territoriale. Listes qui, une fois avalisées localement, ont parfois été recomposées, au gré des investitures, par la volonté de la seule direction, de personnalités comme celle de ce général de l'Armée de l'air qui fut chef d'état-major sous le gouvernement du socialiste José Luis Zapatero !

La mise en avant par les iglésistes, en guise de contre-feu aux critiques sur la vie interne et d'explication de la « remontada », de la grande qualité participative dont jouirait le parti, en particulier par recours aux outils informatiques, n'est pas très convaincante. La sociologue Héloïse Nez écrit à ce propos : « les instruments de participation mis en place par Podemos ont une dimension de plébiscite plus qu'[ils ne témoignent] d'une réelle volonté participative. Si certains outils favorisent le débat, comme "Plaza Podemos" sur Reddit, ils ne permettent pas un accès direct à la décision. A l'inverse, les instruments de vote, comme Appgree et Agora Voting, ne favorisent pas la délibération ». Plus précisément encore : « à Podemos, la préférence pour "des outils simples et rapides qui ne prennent pas trop de temps à l'utilisateur" favorise la participation d'un nombre important de militants et de sympa-

thisans, mais limite la qualité des échanges et des débats »³.

Pour Héloïse Nez le premier défi, à la veille de la législative, à relever par Podemos était donc bien celui de « l'organisation interne » : « comment résoudre les tensions au sein du parti et réagir face au départ massif des militants ? La nouvelle formation ne risque-t-elle pas de devenir une coquille vide si la désertification des cercles locaux se poursuit ? L'originalité de Podemos à ses débuts, marquée par l'auto-organisation des cercles et l'élaboration collaborative de son programme pour les élections européennes, a été très affaiblie au cours du processus d'institutionnalisation du parti, débouchant sur une structure verticale et une forte centralisation du pouvoir. La confrontation à la sphère électorale, institutionnelle et médiatique a ainsi transformé le projet initial des fondateurs de Podemos, qui promettaient de ne pas créer "un parti de plus" mais un mouvement politique capable de faire bouger les lignes. »⁴

Le fait est que Podemos a pu neutraliser, en environ deux mois, ces facteurs d'affaiblissement et, ressuscitant l'enthousiasme militant et la ferveur de larges franges de la population, inverser la dynamique de l'échec annoncé.

PODEMOS GAGNE EN PERDANT SON MONOPOLE DE L'INDIGNATION

Le salut électoral de Podemos lui est venu de l'extérieur : plus précisément des *comunidades* historiques où il a fait

Ada Colau et Pablo Iglesias, en meeting le 9 mai 2015 à Barcelone, pour la campagne des élections municipales du 24 mai. DR.



alliance, mais dans d'autres termes que ceux qu'il posait, avec des groupes dont la caractéristique est d'avoir maintenu un lien autrement plus fort avec le mouvement social, avec l'esprit du 15-M, que celui qu'il conservait avec eux.

Ainsi de *Barcelona en Comú* (auparavant *Guanyem Barcelona*) qui, organisant à la municipale de mai une « *confluencia* » (une convergence) de partis de gauche, dont Podemos, autour de la prestigieuse figure de sa dirigeante Ada Colau⁵, décrocha la mairie de la capitale catalane. Et qui, devant le désastre électoral guettant Podemos, et donc menaçant les acquis municipalistes de la ville, décida in extremis (en octobre) de s'engager dans la législative. Ayant déjà pris, à la municipale, Podemos à sa contradiction d'avoir dérogé à sa règle hégémoniste sur les alliances électorales (inclusion des autres dans ses listes), elle a récidivé, avec succès, sur la base du rapport de force ainsi acquis, sur une élection, la législative, dont Podemos faisait pourtant la pierre de touche de sa stratégie politique et pour laquelle il était le moins disposé à céder le leadership.

Ayant une première fois, à la municipale, contrarié l'intitulé des listes, prévu par Podemos sur la base de son nom, *Barcelona en Comú* devint tout naturellement, sans aucune mention de Podemos, le nom de la liste qui remporta l'élection. Pour la législative, contre la volonté d'Iglesias et de ses camarades, que le nom de Podemos apparaisse en premier, il fut relégué en seconde position pour une liste intitulée *En Comú Podem* et conduite par un proche de Ada Colau. Le rapport de force était on ne peut plus clair. Cette liste unitaire a obtenu un score de près de 25 % et 12 député-e-s (dont 3 pour ICV, une scission d'IU en Catalogne, 2 pour Podem et 4 pour *Barcelona En Comú*) qui l'a placée comme première force catalane.

« NOUS POUVONS » AU PÉRIL ÉLECTORALISTE

La même mésaventure est arrivée en Galice où la liste unitaire pour la législative, forgée sur la dynamique des municipales également, a fait l'impasse sur le nom de Podemos pour s'appeler sobrement *En Marea*, en claire référence aux structures de

lutte des « Marées » qui, dans la foulée du 15-M, cherchèrent à développer les fronts de mobilisation sociale (petite concession à Podemos, son nom est apparu sur le bulletin de vote).

L'historique dirigeant du nationalisme galicien, Xosé Manuel Beiras, n'y alla pas par quatre chemins en déclarant lors des négociations de listes : Podemos « *doit abandonner sa prétention de constituer en Galice une alternative qui se résumerait à Podemos plus quelques appoints* » (sic), car la réalité est qu'il faut compter avec trois composantes essentielles, « *les organisations politiques [sous-entendu non réductibles au seul Podemos], les «marées» et les mouvements citoyens* » ; « *les grandes marées qui dirigent les villes, depuis la municipale de mai, de El Ferrol, de La Corogne et de Saint-Jacques-de-Compostelle, nous ont demandé que nous nous mettions d'accord pour qu'elles puissent à leur tour s'engager [dans la liste unitaire des législatives]* ». ⁶ En Marea a percé à 25 % et a obtenu 6 député-e-s (dont deux pour Anova, le parti de Beiras, et deux pour Podemos).

Dans le Pays valencien, c'est une liste Compromís-Podemos-És el moment (mais, là aussi, les sigles furent dénommés « *Podemos-Compromís* ») qui a affronté les urnes avec succès (25 % et 9 député-e-s, dont quatre pour Compromís et trois pour Podemos). Enfin, « la différence » est venue d'Euskadi : c'est sur son seul nom que Podemos a créé l'énorme surprise de devenir le premier parti en voix (le second en élus) avec 26 % et 5 députés. Mais cette particularité tient au fait qu'au sortir d'une énorme crise de direction, la nette ligne de démarcation avec Pablo Iglesias l'a identifié comme un parti basque à part entière, non une « succursale de Madrid », mobilisant par ailleurs sur un droit à l'autodétermination dont les sondages disent qu'il est largement soutenu dans la population alors que la gauche nationaliste, EH Bildu, a été pénalisée pour avoir axé sa campagne sur l'indépendance appuyée, toujours selon les sondages, par seulement 14 % des Basques. ⁷

Ces défaites dans les préparatifs électoraux de Podemos, qui lui valurent paradoxalement un premier succès, par sa décision de jouer collectif aux municipales, lui auront permis de bénéficier de l'impulsion décisive pour

opérer la percée électorale qu'il visait, depuis le congrès de fondation de la fin 2014, à la législative : ces alliances dépassant en effet le cadre de plus en plus étriqué, démobilisateur des énergies militantes et arrogamment autocentré qu'offrait Podemos et ouvrant sur des dynamiques électorales gagnantes ont redonné confiance aux militant-e-s des cercles et à leurs sympathisant-e-s.

Cette confiance fut d'autant plus marquée qu'elle envoyait le signal au régime que les sujets actifs de la contestation étaient d'autant plus forts qu'ils étaient pluriels et rétifs à toute hégémonie de l'Un ! Belle revanche d'un 15-M, jusque là réduit à l'impuissance d'une statue de Commandeur que l'on honore de loin en loin. Cerise sur le gâteau : la place, sans cesse croissante, occupée par Ada Colau dans la campagne, sur tout le territoire, de Podemos décupla une ferveur et un enthousiasme particulièrement contagieux comme cela apparut au meeting central de Madrid où, à l'applaudimètre, elle l'emporta largement sur Pablo Iglesias lui-même. ⁸

« LES INSTITUTIONS SONT UN COSTUME TAILLÉ À LA MESURE DE CEUX QUI L'ONT DESSINÉ »

Nos camarades d'Anticapitalistas dans Podemos, arbitrairement écartés des listes de candidatures à la législative, ont décidé d'éviter toute polémique nuisible à la campagne mais ils n'en restent pas moins engagés à défendre le point fort engrangé dans ladite campagne : les inflexions gagnantes imposées par ce que le 15-M conserve de force propulsive et donc la nécessité d'une réorientation de l'organisation, tant, en interne, dans le sens d'un recentrage démocratique sur les cercles que, en externe, sur le développement des pratiques de « *confluencia* » avec la diversité des forces antisystème. Forces dont il convient cependant de ne pas surestimer la capacité à rester sur des logiques de rupture institutionnelle, mais qui auront permis de mettre du « jeu » dans les rouages de la machine de guerre podémite verrouillée pour « prendre d'assaut le ciel » électoral ! Nos camarades mettent également en garde contre l'illusion que le Parle-



ment soit miraculeusement devenu « le » lieu de la victoire contre le régime : malgré leur crise, les bipartistes sont encore loin devant Podemos et les listes d'unité populaire et de toute façon, comme le souligne Teresa Rodríguez (Podemos/Anticapitalistas Andalousie), « les institutions sont un costume taillé à la mesure de ceux qui l'ont dessiné ».⁹

Les acquis indéniables de la campagne des législatives ne seront démultipliés que si enfin Podemos et ses alliés, loin des tentatives de se gagner, par la mécanique perverse des mécanismes institutionnels, « la caste » du PSOE, deviennent des activateurs des mobilisations sociales dont le 15-M a puissamment esquissé qu'elles sont le dynamiseur incontournable de la crise du système de domination. La facilitation de cette relance du social, par-delà l'électoral, ne pourra opérer que par l'affirmation de la nécessité de la rupture et de l'alternative sur des bases programmatiques comme celles exprimées, par exemple, par « le projet de loi 25 »¹⁰ porté par Podemos à ces élections, un projet de loi d'urgence sur le droit au logement, à la santé ou à l'approvisionnement énergétique. Mais ces bases programmatiques doivent (ré)intégrer nécessairement le refus de payer la dette, que Podemo

mos a hélas mis de côté, au profit d'un illusoire processus de restructuration des remboursements à négocier avec les instances de l'UE. Comme le regrette l'économiste Michel Husson, « l'une des leçons essentielles de l'expérience grecque, c'est sans doute que la rupture doit venir en premier sous la forme d'un moratoire unilatéral, autrement dit d'une suspension des paiements liés à la dette. Ensuite viennent l'audit et la recherche d'élargissement, et, surtout, des mesures immédiates visant à asseoir la légitimité populaire d'une telle mesure, quelque chose comme : "en suspendant les paiements de la dette, nous pouvons augmenter le salaire minimum" [...] Le projet [de programme économique de Podemos] ne fixe que des objectifs sous-dimensionnés et imagine un processus de transformation des institutions européennes fondé sur une logique coopérative. C'est pourquoi on peut dire que ce projet [...] ne tire pas vraiment les leçons de l'expérience grecque. Chacun a pu constater que la volonté de convaincre la Troïka de trouver une issue rationnelle et coopérative s'est heurtée à un mur. Certes, le poids économique de l'Espagne est bien plus grand que celui de la Grèce, mais la seule façon d'avancer réellement vers un allègement significatif de la dette est de créer un rapport de forces initial en déclarant un moratoire unilatéral. Il faut "commencer à faire les premiers pas en solitaire", oui "commencer",

sans attendre le constat prévisible d'une "absence de volonté collective de l'Eurogroupe" ».¹¹

A l'élection législative, le boulet de l'échec est passé tout près, une récidive dans les « erreurs » commises pourrait définitivement aliéner à Podemos le capital de sympathie in extremis récupéré. □

1 Le « *felipismo* » a gouverné le pays de 1982 à 1996.
2 « Podemos, ou l'art de «prendre d'assaut le ciel» par les élections », revue *L'Anticapitaliste*, n° 70 de novembre 2015, <https://npa2009.org/idees/international/podemos-ou-lart-de-prendre-dassaut-le-ciel-par-les-elections>
3 Héloïse Nez, « Podemos, De l'indignation aux élections », *Les petits matins*, Paris, 2015, p. 164-165.
4 *Op cit*, p. 227.

5 Sur la PAH (Plateforme des Victimes des prêts hypothécaires) : « Et l'indignation retentit dans l'Etat espagnol... », revue *L'Anticapitaliste*, n° 70 de novembre 2015, <https://npa2009.org/idees/international/et-lindignation-retentit-dans-letat-espagnol>

6 « Beiras avisa a Podemos de que exigir «su marca» en una candidatura gallega "entorpece" », *Público*, 29 septembre 2015, <http://www.europapress.es/galicia/noticia-beiras-avisa-podemos-exigir-marca-candidatura-gallega-entorpece-20150929194414.html>

7 « Por qué Podemos ha ganado en el País Vasco », *El Confidencial Digital*, 3 janvier 2016, http://www.elconfidencialdigital.com/politica/Podemos-ganado-Pais-Vasco_0_2628937098.html

Voir aussi « Podemos y EH Bildu ante los retos de la política vasca », *Público*, 29 décembre 2015, <http://blogs.publico.es/otrasmiradas/5803/podemos-y-eh-bildu-ante-los-retos-de-la-politica-vasca/>

8 Ada Colau a annoncé son intention de fonder un parti « émancipé » de Podemos : http://ccaa.elpais.com/ccaa/2016/01/25/catalunya/1453720323_269509.html

9 Teresa Rodríguez : « Las instituciones son un traje a medida de quienes las han diseñado », *eldiario.es*, 18 janvier 2016, http://www.eldiario.es/politica/Teresa-Rodriguez-instituciones-medida-disenado_0_474903357.html

10 Allusion à l'article 25 de la Loi Universelle des Droits Humains posant le droit de toute personne à avoir un niveau de vie convenable ; <http://podemos.info/ley-25-de-emergencia-social/>

11 Michel Husson, « Podemos après la reddition grecque », note hussonet n°91, 10 novembre 2015. <http://hussonet.free.fr/popofrw.pdf>

Podemos prêt à gouverner avec le PSOE et IU

Ce vendredi 22 janvier, Pablo Iglesias a tenu une conférence de presse¹, au sortir d'une entrevue avec le roi. Il a fait la proposition de constituer un gouvernement d'union des gauches, PSOE compris, en escomptant que la fraction postulée « sensée » de celui-ci, autour de son actuel secrétaire national, saura s'émanciper de la vieille garde favorable à une alliance avec le PP et Ciudadanos. Ce qui pourtant n'assure pas une majorité parlementaire.

Sur fond d'un hommage réitéré à la figure du roi et d'une déclaration également répétée de « loyauté institutionnelle », celui qui se réclame encore de l'esprit du mouvement des places, le libertaire 15-M, estime possible la mise en œuvre d'un programme d'urgence sociale et de réformes démocratiques, dont celle du droit d'autodétermination des nationalités, en premier lieu en Catalogne, en faisant le pari hasardeux que le « bon » PSOE suivra.

Par ailleurs, confirmant implicitement l'abandon de toute idée d'audit de la dette et de refus d'en payer la part illégitime, il compte obtenir un aléatoire aval des instances eu-

ropéennes pour un simple rééchelonnement des remboursements dont on peut, au demeurant, douter qu'il autorise la mise en place d'une authentique politique anti-austérité.

Il n'est nullement acquis que le PSOE, lucide sur la manœuvre visant à faire éclater ses contradictions internes, facilite un projet global de réforme de l'intérieur du système. En revanche, le signal aura été donné que Podemos est disposé à s'institutionnaliser dans l'utopie de pouvoir piéger ledit système et l'amener à jouer suicidairement contre lui ! Ses militant-e-s et sympathisant-e-s seront-ils convaincus qu'il y a là une « utopie concrète » crédible ? Ils et elles constateront en tout cas que la question qui donne le titre de cet article, « 2016 : relance des mouvements sociaux ? », reste sans réponse car elle est, tout compte fait, hors sujet pour la direction de Podemos.

A. R.

1 La vidéo de la conférence de presse : <https://www.youtube.com/watch?v=UyhcaAzUuoc>

Au Portugal, un gouvernement anti-austérité ?

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Après quelques semaines, marquées par les tentatives de la droite de se maintenir coûte que coûte au pouvoir, les élections portugaises du 4 octobre 2015 ont débouché sur la formation, le 24 novembre, d'un gouvernement du Parti socialiste (PS) soutenu par le Bloc de gauche (Bloco de Esquerda, BE) et le Parti communiste portugais (PCP). Un gouvernement qui affirme vouloir tourner la page de l'austérité, tout en assurant le paiement de la dette publique et en respectant les « obligations du Portugal » envers l'Union européenne, en particulier son pacte budgétaire.

La coalition de la droite portugaise, formée par le parti dit social-démocrate (PSD, sa composante principale) et le Parti populaire, avait attaqué durement les droits et le niveau de vie des travailleurs et des couches populaires. Comme cela a été le cas un peu plus tard en Espagne, elle a subi un échec très clair lors des élections à l'Assemblée de la République. De 50,5 % des voix et 132 députés (sur 230) en 2011, elle est tombée quatre ans plus tard à 38,5 % et 107 sièges.

Le PS – très semblable à ses homologues en Europe – passait quant à lui de 28 % des voix et 74 députés en 2011, à 32,4 % et 86 sièges en 2015. La CDU (« Coalition démocratique unitaire », largement dominée et dirigée par le PCP) améliorait légèrement son résultat de 2011, passant de 7,9 % et 16 députés à 8,3 % et 17 élus. La véritable percée était réalisée par le BE, qui doublait pratiquement son score avec 10,2 % des voix, contre 5,2 % quatre ans plus tôt, en obtenant au parlement 19 mandats (contre 8 précédemment).² Devenue minoritaire en voix comme en sièges, mais arrivée malgré tout en tête des différentes listes, la droite revendiqua alors – avec le soutien du président de la République issu de ses rangs – le droit de former à ce titre le nouveau gouvernement. Mais pour cela il lui fallait, sinon la participation du PS à une formule d'union nationale, du moins son soutien ou au minimum sa non opposition. C'est le scénar-

rio qui paraissait le plus probable, et aussi celui qui était privilégié par les milieux d'affaires.

Mais seules quelques voix au PS s'y montrèrent favorables. Pour une nette majorité, c'était la pire des solutions, qui aurait accredité l'idée que droite et gauche sont finalement la même chose, voire, avec une « gauche radicale » pesant près de 20 %, engagé un processus de « pasokisation ». L'essentiel de la direction et de l'appareil du PS, regroupés autour de son nouveau (depuis fin 2014) dirigeant Antonio Costa, fit donc le choix de postuler au gouvernement, en mettant en avant l'existence d'une majorité parlementaire de gauche³ et en négociant le soutien du BE et du PCP. Annoncé par Antonio Costa le 20 octobre, l'accord fut paraphé début novembre (à travers deux protocoles parallèles, PS-BE et PS-PCP) et, après l'essai de constitution d'un gouvernement de droite, immédiatement renversé par la majorité de gauche de l'Assemblée, le dirigeant du PS fut nommé premier ministre et son gouvernement, investi.

L'ACCORD ET SON CONTENU

« Pour ce qui dépend du Bloc de gauche, le gouvernement [des deux dirigeants de la droite] Passos Coelho et Paulo Portas s'est achevé », déclarait dès le 12 octobre la porte-parole nationale du Bloc de gauche, Catarina Martins, après une première rencontre avec la délégation du PS menée par Antonio Costa. Soulignant l'existence d'« une autre so-

lution de gouvernement », elle ajoutait : « nous avons aujourd'hui les conditions pour mettre en place un gouvernement et un budget, dans le cadre de la Constitution de la République portugaise, après quatre années d'une droite qui n'a pas su respecter la loi fondamentale du pays (...) Nous allons respecter le vote de confiance que les électeurs ont donné au Bloc (...) L'action et la détermination [du BE] seront ce qui permettra la création d'un gouvernement qui protège les retraites, les salaires et l'emploi. »⁴

Le même jour, à l'issue de sa propre rencontre avec le PS, le secrétaire général du PCP, Jeronimo de Sousa, ouvrait lui aussi la porte à une solution de gouvernement.

Dans les discussions qui ont suivi, au-delà des contenu et calendrier précis d'une série de mesures, le PS insista sur son exigence fondamentale, celle d'un accord durable, garantissant la continuité du nouveau gouvernement pour la durée de la législature. Le 22 octobre, Marisa Matias (la candidate du BE à l'élection présidentielle du 24 janvier 2016) assurait : « le Bloc est engagé dans une solution de stabilité sur quatre ans ». Et le PCP prit peu après le même engagement.

Pour l'essentiel, l'accord PS-BE-PCP prévoit une revalorisation progressive du salaire minimum, jusqu'à atteindre



les 600 euros en 2019 (au lieu de 2016 comme demandé initialement par la CGTP, le PCP et le BE), soit son niveau d'avant-crise compte tenu de l'inflation, un rétablissement également progressif des salaires des fonctionnaires (diminués par le gouvernement précédent), ainsi que des retraites et d'autres prestations sociales, le retour aux 35 heures dans la fonction publique, la suppression ou diminution de certaines taxes touchant les classes populaires, quelques mesures visant à réduire la précarité du travail, le gel des privatisations et l'annulation de celles qui concernent l'eau.⁵

Toutes les autres questions sont laissées à l'appréciation du gouvernement et de l'Assemblée de la République, au sein de laquelle divers mécanismes de concertation sont mis en place entre les trois formations de gauche. Y compris les questions, en principe conflictives, de la dette publique (130 % du PIB) et du respect des traités européens. En contrepartie, et pour autant que les mesures accordées seront effectivement appliquées, le BE et le PCP garantiront l'existence du gouvernement PS jusqu'en 2019. Ils s'engagent à ne pas voter de motion de censure en commun avec la droite, c'est-à-dire à ne pas renverser le gouvernement, ainsi qu'à adopter ses budgets.

UNE SITUATION INÉDITE

Dans la vie politique portugaise, cette union de la gauche est une grande première. Lors de la révolution portugaise de 1974-75, qui avait mis fin à des décennies de dictature fasciste et vu le développement d'un mouvement populaire très radical et combatif, le PS et le PCP (le BE n'existait pas à l'époque) s'étaient en effet opposés violemment.⁶ Depuis, le PCP était considéré comme extérieur à la normalité du consensus démocratique-bourgeois, qui s'exprimait à chaque élection par un jeu d'alternance entre la droite et le PS. La prégnance de l'Union européenne – et, depuis la crise de 2008, sa quasi tutelle sur le pays – renforçait encore le caractère improbable d'un accord entre le PS, parti pro-capitaliste et europhile responsable, et les « radicaux anti-européens » du BE et du

PCP.

La vérité est que la nouveauté de l'accord PS-BE-PCP a surpris, et parfois désorienté, y compris dans les milieux d'extrême gauche. Un exemple en est l'interview donnée au site étatsunien socialistworker.org par une militante anticapitaliste membre du BE. Cette camarade y décrivait l'offre du BE et du PCP, de « former un gouvernement majoritaire avec le PS, avec l'objectif d'en finir avec l'austérité », comme « un positionnement tactique » ; « mais c'est un positionnement tactique important et correct car il a poussé le PS à clarifier sa position : souhaite-t-il mettre fin à l'austérité ou non ? Il a dit s'opposer à l'austérité, mais la fausseté de cette opposition serait exposée publiquement s'il soutenait le gouvernement de droite, ce qu'il va faire à présent. » Car « comme prévu, notre PS – notre social-démocratie libéralisée et traditionnelle – va très certainement garantir son soutien parlementaire aux conservateurs, pour que ces derniers puissent former un gouvernement minoritaire de droite. Ce n'est pas une surprise car si l'on observe leurs programmes électoraux, ils sont vraiment très similaires ».⁷ Confrontée à ces négociations (réelles et visant à aboutir), la droite qui s'accrochait au pouvoir agita alors le spectre du radicalisme et de l'irresponsabilité, en mettant en garde contre une période de grave instabilité au moment même où le Portugal recueillait les fruits de ses efforts. Les principaux responsables patronaux ne partageaient cependant pas un tel catastrophisme et se démarquèrent des déclarations enflammées des dirigeants de droite. Même chose pour l'intransigent ministre allemand des finances, qui « a écarté aujourd'hui une situation d'instabilité au Portugal, en considérant que le pays "n'est pas différent des autres démocraties". Wolfgang Schäuble s'est dit "absolument convaincu" que le Portugal continuera sur la voie du "succès" ».⁸

Une délégation du BE s'était rendue le 15 octobre à Bruxelles, pour s'entretenir avec la présidente du groupe de la Gauche unie européenne, la dirigeante de Die Linke, Gabi Zimmer, ainsi qu'avec... Alexis Tsipras. Au même moment, Antonio Costa discutait sur place avec les représentants du Parti socialiste européen et obtenait le soutien sans équivoque de Martin Schulz, le président social-démocrate

du parlement européen, qui affirmait considérer « absolument normal que le président d'un parti de gauche tente de trouver des alliés à gauche ».⁹

Car l'accord portugais a et aura des répercussions internationales. En premier lieu, en Espagne. Selon le site du Bloc de gauche, venu participer le 16 janvier à un meeting de soutien à la candidature présidentielle de Marisa Matias, le dirigeant de Podemos, Pablo Iglesias, a « regretté que l'on n'ait pas obtenu dans l'Etat espagnol un accord semblable à celui signé au Portugal (...) Podemos va continuer à travailler pour qu'il y ait une entente avec le PSOE qui empêche le PP de se maintenir au pouvoir, mais en conservant nos réticences envers le comportement du PSOE ; "nous n'allons pas croire ce que le PSOE nous dit, mais ce qu'il fait" ».¹⁰ Pour une série de raisons spécifiques (poids de la question nationale et de la revendication indépendantiste catalane, absence de majorité absolue pour les partis « de gauche », exigence d'Iglesias de participer au gouvernement comme vice-premier ministre), une répétition en Espagne du scénario portugais apparaît improbable. Mais il reste qu'une voie politique a été ouverte.

DES VOIX CRITIQUES

Pour le BE comme pour le PCP, le soutien au gouvernement PS se justifie par la nécessité de mettre fin à une politique d'austérité brutale et d'obtenir des mesures améliorant tant soit peu la situation des classes populaires. Le fondateur et dirigeant historique du Bloc de gauche, Francisco Louçã, estime que « pour les deux partis de gauche, participer à ces négociations était l'unique solution possible, car dans le cas contraire ils auraient permis le maintien du gouvernement qui a conduit la politique de la Troïka. »¹¹ Les dirigeants du PCP, parti qui contrôle la puissante centrale syndicale CGTP, affirment qu'avec un gouvernement socialiste il y aura de meilleures conditions pour faire avancer les luttes et revendications.

Des voix critiques s'expriment néanmoins dans le camp des travailleurs. L'une est celle de l'historienne et chercheuse Raquel Varela, une marxiste indépendante anciennement membre du BE, pour qui « les promesses du BE, du PCP et du PS ne sont pas réalisables (...) Il faut toucher aux profits, à la pro-

priété des grandes entreprises, c'est-à-dire aux banques et au système financier. Il n'y a pas d'argent pour augmenter simultanément les profits et les salaires. Le contexte historique que nous vivons est qualitativement différent des décennies 50-70, "l'âge d'or" de l'Europe, quand, en raison des destructions de guerre, il était possible d'augmenter en même temps les profits et les salaires. Comment expliquez-vous que le Programme de Thessalonique de Syriza ait échoué en cinq mois ? Un programme qui a été appliqué par le gouvernement du Pasok il y a trente ans ? »¹²

Pour Stathis Kouvelakis, désormais un responsable de l'Unité populaire en Grèce, « il paraît tout simplement impossible de voir comment ne serait-ce qu'un "relâchement" de l'austérité peut se mettre en place sans s'attaquer de front au problème de la dette et de la camisole de force imposée par la zone euro, et c'est juste de la folie d'imaginer une seule seconde que le PSP est enclin et/ou préparé pour le faire (...) l'expérience grecque a également démontré qu'entre une confrontation à grande échelle et la capitulation il n'y a pas de voie intermédiaire (...) il est plus que probable que la

ment pour le Portugal) de ce pays ? »¹³

LES PREMIERS PAS

Pour l'instant, l'accord de gouvernement tient. Le 2 janvier, Marisa Matias a salué l'adoption par l'Assemblée du budget 2016, affirmant que celui-ci « "permet de récupérer les salaires, de récupérer les retraites, il permet d'investir davantage dans les services publics", raison pour laquelle n'importe quel président de la République qui jure de défendre la Constitution promulguerait le budget 2016 (...) "dans un nouveau cycle politique, qui est l'antithèse de celui de [l'ancien président de la République] Cavaco Silva" »¹⁴.

Le nouveau gouvernement ayant à peine deux mois d'existence, il n'est évidemment pas possible de mettre en avant des faits qui corroboreraient de façon indiscutable l'une ou l'autre interprétation. Autre chose, bien sûr, étant ce que l'analyse et l'expérience nous dictent.

Ce que montrent en tout cas les premiers pas du gouvernement Costa, c'est qu'il a effectivement commencé à appliquer les mesures accordées avec le BE et le PCP, mais sans renon-

bution à la sécurité sociale. Une autre mesure a été le rétablissement de la semaine de 35 heures pour les fonctionnaires – mais sans embauches et à budget constant, c'est-à-dire avec une intensification des rythmes de travail.

Sur un autre plan, la CGTP a protesté face à la réquisition, au nom du « service minimum », par décision conjointe des ministres de l'Economie et du Travail, des travailleurs de Petrogal (Pétroles du Portugal) qui avaient décidé de faire grève les 28, 29 et 30 décembre. Et puis il y a le scandale de la Banif, une banque largement renflouée par l'Etat mais toujours en situation de faillite, dont le gouvernement Costa vient de décider la vente, pour une bouchée de pain, au groupe espagnol Santander.¹⁵ Nous reviendrons sur la situation au Portugal, un pays très proche dont les évolutions ne manqueront pas d'avoir, ici aussi, un impact. □

1 La CDU inclut le parti des Verts comme associé secondaire, certains diront « satellite », du PCP. Depuis la création de la coalition, en 1987, les Verts y sont invariablement représentés par deux députés.

2 Tout cela, il faut le souligner, dans le cadre d'une abstention très importante (45 % en incluant les votes blancs et nuls).

3 En sièges comme en voix, et cela d'autant plus si l'on ajoute les quelque 2 % de deux petites formations non représentées au parlement, ainsi que le « parti des animaux » qui a fait élire un député et est également membre de la coalition majoritaire.

4 <http://www.esquerda.net/artigo/no-que-depende-do-bloco-governo-de-passos-coelho-e-paulo-portas-acabou/39109>

5 Pour un exposé plus complet de ces mesures, voir, en anglais sur le site de Bloc de gauche, <http://www.esquerda.net/en/artigo/left-wing-agreement-increases-incomes-and-ends-privatisations/39472>. Pour le texte officiel de l'accord PS-BE, voir, en portugais, <http://www.esquerda.net/dossier/acordo-para-virar-pagina-ao-ciclo-do-empobrecimento/39512>.

6 Voir Raquel Varela, « 25 novembre 1975, le jour qui stoppa le processus révolutionnaire portugais », dans notre numéro 71 de décembre 2015.

7 <https://hpa2009.org/idees/pourquoi-la-gauche-radicale-obtenu-un-succes-au-portugal>. Texte original, paru le 8 octobre : <http://socialistworker.org/2015/10/08/why-did-the-left-gain-in-portugal>.

8 <http://www.dn.pt/portugal/interior/schauble-acredita-que-portugal-continuara-no-caminho-do-sucesso-4876792.html>

9 <http://www.publico.pt/politica/noticia/presidente-do-pe-considera-normal-que-costa-negoceie-a-esquerda-1711297>

10 <http://www.esquerda.net/artigo/pablo-iglesias-acredito-que-marisa-passe-segunda-volta-e-dispute-presidencia/40734>

11 <http://www.contretemps.eu/interviews/nouvelle-situation-politique-portugal-entretien-francisco-louca> ; propos recueillis par Ugo Palheta.

12 <https://raquelcardeiravarela.wordpress.com/2015/10/14/esquerda-direita-sem-volver/>

13 <https://hpa2009.org/idees/international/quelques-reflexions-sur-la-situation-au-portugal>

14 <http://www.esquerda.net/artigo/orcamento-de-estado-para-2016-procura-um-virar-de-pagina-na-politica-de-austeridade/40424>

15 Opposé à la privatisation, le BE en a fait porter la responsabilité au gouvernement précédent : « le gouvernement PSD-CDS a commis un crime contre les intérêts de l'Etat et du pays », <http://www.esquerda.net/dossier/banif-governo-psdcds-cometeu-um-crime-contra-os-interesses-do-estado-e-do-pais/40240>



Lors de la conclusion des négociations PS-BE, au siège lisboète du Bloc de gauche. Au milieu à gauche, la porte-parole du BE, Catarina Martins ; face à elle, le nouveau premier ministre PS, Antonio Costa. DR.

direction du PSP utilisera l'accord avec le Bloc de Gauche et le PCP de la même façon que Tsipras s'est comporté vis-à-vis de la gauche de son propre parti quand il est entré dans la spirale infernale des concessions menant à la capitulation. A savoir en la soumettant à un chantage permanent qui consistait à dire "oseriez-vous renverser le gouvernement de gauche, le premier du genre (et la nouveauté de la configuration vaut égale-

cer à mener une politique capitaliste d'essence néolibérale. Ainsi la première phase prévue de la hausse du salaire minimum a-t-elle été respectée : celui-ci est passé, au 1^{er} janvier 2016, de 505 à 530 euros ; mais outre qu'une telle augmentation reste modeste, elle s'est accompagnée de la décision de céder à la revendication du patronat consistant, en « contrepartie », à baisser de 0,75 % sa contri-

CRISE ÉCONOMIQUE

La Chine va-t-elle détruire le monde ?

PAR MICHAEL ROBERTS

Non, répond l'auteur, au rebours d'interprétations et prédictions qui se multiplient. En premier lieu, la Chine n'est pas « un capitalisme comme les autres ». En second lieu et surtout, le centre du capitalisme mondial et de ses contradictions reste les Etats-Unis, où par ailleurs apparaissent des signes qui pourraient bien annoncer une nouvelle récession. Publié le 14 janvier sur le blog « The Next Recession »¹, ce texte a été traduit de l'anglais par Jean-Philippe Divès.

Les Bourses du monde entier sont en baisse. Aux Etats-Unis, le marché des actions a chuté de 10 % depuis un mois, un phénomène que les investisseurs appellent « correction boursière ». Ce n'est pas encore un krach ou un « marché baissier », habituellement mesurés par un recul de 20 %, mais on en prend la direction.

D'UN OPTIMISME OUTRANCIER AU CATASTROPHISME

Les marchés boursiers plongent parce qu'il semble que les gros investisseurs, les banques et plus généralement les institutions financières, s'inquiètent d'une implosion de la Chine et d'une décision de sa part de dévaluer fortement sa monnaie. La Chine entraînerait ainsi à sa suite les autres économies émergentes, dont beaucoup sont déjà en récession (Brésil, Russie, Afrique du Sud, etc.), ce qui ferait s'effondrer le reste du monde, en particulier les principales économies avancées. Les économistes de nombreuses banques d'investissement, auparavant confiants dans la reprise économique et ne cessant de louer le « miracle » des marchés émergents, se débattent désormais dans les affres du désespoir. Les analystes d'une banque britannique, la Royal Bank of Scotland, ont conseillé à leurs clients de « tout vendre », en estimant que les marchés d'actions pourraient chuter de plus d'un cinquième, tandis que les prix du pétrole et d'autres matières premières tomberaient au dixième de leur valeur d'il y a un an. RBS a identifié un « cocktail malin » composé d'une déflation pour les prix des matières premières, d'économies émergentes en récession, d'une fuite des capitaux de Chine et d'autres pays émergents, ainsi que d'une augmen-

tation du service des dettes libellées en dollars dans la mesure où la Réserve fédérale US planifie pour cette année un relèvement de ses taux d'intérêt.

J'avais signalé il y a deux ans, puis de nouveau l'été dernier, la perspective d'une crise des marchés émergents et le risque qu'un relèvement des taux fédéraux américains n'entraîne une nouvelle récession économique globale. Des économistes traditionnels s'en sont maintenant emparés et conseillent à leurs clients (les investisseurs riches) de sortir des marchés. Un optimisme outrancier a ainsi laissé place à son contraire. Mais un effondrement économique et financier global est-il vraiment imminent ?

La plupart des cassandres se concentrent sur ce qu'ils voient comme le noyau d'un effondrement mondial : la Chine. La RBS affirme que « la Chine s'est lancée dans une correction majeure qui va faire bouler de neige (...) l'épicentre des tensions mondiales est la Chine, où une expansion financée par la dette est arrivée à saturation. Le pays est maintenant confronté à une flambée de fuite des capitaux et a besoin d'une monnaie qui soit spectaculairement plus faible. » Albert Edwards, de la Société générale, prévoit depuis cinq ans un marasme déflationniste. Il est à présent convaincu que la crise chinoise mènera à un effondrement mondial. « Le secteur manufacturier occidental va étouffer sous ce fort garrot déflationniste », dit-il.

Mais est-ce juste ? Que l'économie chinoise soit en difficulté est indéniable. Sa croissance annuelle à deux chiffres de 2010 et 2011 est passée en 2015 sous les 7 %, selon les estimations officielles. Beaucoup considèrent que le chiffre officiel est un non-sens et, en se basant sur le rythme de progression de la consomma-

tion et des dépenses d'électricité, estiment cette croissance plutôt autour de 4 %, ce qui en Chine signifie pratiquement une récession.

LA CRISE CHINOISE

Lorsque la Grande Récession [de 2008, NdTr] a fait irruption, le gouvernement chinois a réagi à un sérieux déclin de la demande pour ses exportations en lançant un programme majeur de dépense publique destiné à construire des ponts, des villes, des routes et des chemins de fer. Cela a permis à l'économie chinoise de continuer à croître. Les taux d'intérêt ont été considérablement réduits et les autorités locales ont été autorisées à emprunter pour financer des logements et d'autres projets. Il y a eu un véritable boom du crédit. En conséquence, la dette chinoise non financière a bondi, de 100 % à près de 250 % du PIB. Le « financement social total », qui mesure la création mensuelle de crédit, a augmenté presque trois fois plus vite que le PIB officiel, et davantage si l'on ne croit pas dans les chiffres officiels.



DR.

Le gouvernement a été influencé, au sein même de ses rangs, par des économistes qui n'ont cessé de défendre la nécessité de « l'ouverture » au capital et aux entreprises étrangers. Il fallait, disaient-ils, privatiser les grandes sociétés et banques d'Etat, lever les contrôles de capitaux et rendre le yuan chinois pleinement convertible. De fait, juste avant que ne débute le krach des marchés et de la monnaie chinoise, le gouvernement a obtenu que le yuan soit inclus dans le panier des devises de réserve du FMI, les dits droits de tirage spéciaux. La monnaie chinoise devenait ainsi de plus en plus sujette aux lois des marchés internationaux de devises et l'économie subissait davantage l'influence de la loi de la valeur.

Une dette plus importante, une croissance plus faible et une monnaie surévaluée, désormais vulnérable à la spéculation, ont engendré un krach des marchés d'actions. Les Chinois riches et les investisseurs étrangers tentent de faire sortir leur argent de Chine et d'échanger leurs yuans à l'étranger contre des dollars. Les fuites de capitaux, comme on les appelle, dépassent les 100 milliards de dollars par mois – soit 1200 milliards sur un an. Les réserves chinoises en dollars étant de 3300 milliards, et près de la moitié de ce montant servant à financer les importations, au rythme actuel les réserves en dollars seront épuisées d'ici 18 mois.

Les autorités chinoises se sont montrées incapables de faire face à la crise financière. En ouvrant leur économie à la spéculation monétaire et financière, elles ont créé un Frankenstein qui tente maintenant de les tuer. Elles ont d'abord tenté d'affaiblir le yuan face au dollar, afin de booster les exportations. Mais une monnaie faible n'a fait que pousser les entreprises et les riches à passer encore davantage au dollar, par des moyens légaux ou illégaux. Elles ont ensuite tenté de soutenu

nir les marchés boursiers en créant davantage de crédit et faisant acheter des actions pas les banques publiques. Mais cela n'a fait que nourrir davantage la dette. Et finalement elles ont inversé ces politiques, en provoquant un krach boursier et un tarissement du crédit.

L'apparente incompetence des autorités chinoises et les continuelles fuites de capitaux ont convaincu de nombreux économistes capitalistes occidentaux que la Chine va connaître un atterrissage brutal ou un marasme économique de type capitaliste, et que cela ajoutera encore au plongeon des économies émergentes, en conduisant le monde vers la récession.

Mais un effondrement des marchés boursiers et une chute de la valeur du yuan signifient-ils en Chine une crise économique ? La Chine n'est pas une économie capitaliste « normale ». Le pouvoir d'Etat reste dominant dans l'industrie, la finance et l'investissement. Oui, les autorités chinoises ont ouvert l'économie aux forces de la valeur capitaliste, en particulier pour le commerce et les flux de capitaux, rendant ainsi la Chine bien plus vulnérable aux crises [...]

Oui, l'économie mondiale ralentit. La « Longue Dépression » continue d'opérer. La semaine dernière, la Banque mondiale a souligné que les économies en développement n'ont crû en 2015 que de 3,7 %, leur taux le plus faible depuis 2001, deux points sous la moyenne du boom des années 2000 à 2008 [...]

LE RÔLE CENTRAL DES ETATS-UNIS

Mais le ralentissement en Chine et les récessions dans les grands pays émergents vont-ils mettre à bas le monde ? Les arguments dans ce sens se basent en partie sur l'affirmation selon laquelle les économies émergentes sont aujourd'hui les moteurs de l'économie mondiale. Celles-ci réaliseraient 57 % du PIB mondial, dépassant les économies capitalistes avancées selon les chiffres du FMI. Il s'agit cependant d'une exagération grossière, car le FMI utilise ce qu'il appelle la « parité de pouvoir d'achat » afin de mesurer ce que l'on peut dépenser ou investir dans la monnaie locale de n'importe quel pays. Cela conduit à surestimer la valeur de la production des économies émergentes, par rapport à une mesure du PIB en dollars qui est pourtant nécessaire s'agissant du commerce et de l'investissement au niveau mondial.

En dollars, les économies émergentes réalisent 40 % du PIB mondial. Certes, cette

proportion a doublé depuis 2002, mais il reste qu'à 46 %, la part des sept premières économies développées dépasse toujours celle des économies émergentes. Si la quote-part chinoise du PIB mondial en dollars a décollé, de seulement 4 % en 2002 à 15 % aujourd'hui, elle reste bien inférieure à celle des Etats-Unis, qui a diminué de 32 % en 2002 à 24 % aujourd'hui. Ces chiffres rendent compte de la formidable expansion de l'économie chinoise. Mais ils montrent aussi le rôle de pivot que les Etats-Unis conservent dans l'éventualité d'une crise capitaliste mondiale, en particulier du fait de leur domination dans les secteurs de la finance et des technologies. En 1998, les économies émergentes ont traversé une crise économique et financière majeure, mais cela n'a pas provoqué une crise mondiale. En 2008, les Etats-Unis ont connu la crise la plus grave de leur histoire depuis l'après-guerre, et cela a conduit à une récession mondiale [...]

Quant aux perspectives d'une nouvelle récession économique aux Etats-Unis, ce qui importe n'est pas le niveau des taux d'intérêt, le fait qu'ils soient trop hauts ou trop bas par rapport à un dit « taux d'intérêt naturellement équilibré », comme les économistes dominants l'affirment aujourd'hui, mais ce qu'il se passe avec les profits et les investissements des entreprises. C'est l'investissement qui tire l'emploi et les revenus, donc la croissance économique [...]

En règle générale, la rentabilité du capital et les profits des entreprises déterminent le volume des investissements avec un décalage de 12 à 18 mois. Au niveau mondial (moyenne pondérée des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, du Japon et de la Chine), les profits des entreprises sont actuellement en baisse et désormais, ils chutent également aux Etats-Unis (par rapport à l'année dernière). Cela semble indiquer que l'investissement, qui aux Etats-Unis venait d'augmenter de près de 5 %, devrait également commencer à décliner d'ici environ un an. Si cela se produisait, alors les Etats-Unis s'achemineraient probablement vers la récession. Mais le facteur décisif ne sera pas celui de la Chine ou des économies émergentes. □

1 <https://thenextrecession.wordpress.com/2016/01/14/will-china-pull-down-the-world/> Quelques coupures, opérées pour des raisons de place, sont signalées entre crochets et nous ne reproduisons pas non plus les graphiques présentés avec le texte original. Les intertitres sont de notre rédaction. Le marxiste britannique Michael Roberts est un économiste reconnu – et souvent controversé – dans les milieux de gauche, militants comme académiques.



Guadeloupe : un département pas

La Guadeloupe est officiellement un département français depuis 1946. Il n'empêche que la situation y est encore fortement marquée par son passé de colonie. L'économie est toujours dirigée par quelques grandes familles békés, la lutte de classe y est exacerbée, les conflits nombreux et déterminés.

Au niveau économique, si la situation n'est pas brillante en métropole, elle est bien pire aux Antilles. En Guadeloupe, le chômage se situe aux alentours de 25 %, avec un triste record de 60 % pour les jeunes. Le niveau de vie s'établit à 67 % de celui de la métropole, et les prix y sont scandaleusement plus élevés, avec des écarts de 20 à 100 %. Quelques grandes familles descendantes de « békés », les premiers colons qui se sont enrichis avec l'esclavage, ayant la mainmise sur le transport, la distribution, le tourisme, notamment, fixent les prix qu'elles veulent. Et en outre, elles sont aidées par les pouvoirs publics à hauteur de 3,9 milliards d'euros !

Derniers cadeaux en date : les entreprises qui embaucheront des jeunes de moins de 30 ans d'ici la fin 2017 seront intégralement dispensées de charges patronales et salariales jusqu'à 2,5 Smic par l'Etat, le département et la région. La défiscalisation est prolongée jusqu'en 2020 au lieu de 2017. Le crédit impôt recherche, de 30 % en France, passe à 50 % dans les DOM. Le CICE, de 6 % en métropole, est passé en 2015 à 7,5 % des rémunérations et, à partir de cette année 2016, atteindra 9 % et même 12 % pour les secteurs dits « exposés » comme le tourisme, l'hôtellerie, les transports agroalimentaires et les nouvelles technologies. Un soutien sans faille de la part de l'Etat aux entreprises tenues majoritairement par les békés, des salaires qui sont à la traîne et des prix qui explosent, c'est cet état de fait qui avait été la cause, en 2009, d'une grève générale inédite, particulièrement longue puisqu'elle aura duré 44 jours en Guadeloupe et s'est propagée en Martinique. Les revendications principales ? La baisse des prix des produits de base comme les carburants et l'alimentation, ainsi qu'une revalorisation des bas salaires.

ET DEPUIS ?

Les grèves s'étaient terminées par des accords arrachés aux patrons, qui ont résisté jusqu'au bout mais ont dû lâcher face à

l'énorme détermination de la population. Les accords prévoyaient des augmentations de 200 euros sur les bas salaires, payés pour partie par les patrons, la Région et l'Etat. Les années qui ont suivi ont vu de nombreuses luttes pour le respect de ces accords, dits Bino, du nom de ce syndicaliste tué lors de la grève.

Le plus spectaculaire en terme de changement est l'apparition de marchés locaux qui tournent de commune en commune et qui ont beaucoup de succès. Cela avait été inauguré en 2009 par les petits agriculteurs mobilisés.

Quelques gestes ont été faits vis à vis de la population : il est question de supprimer en 2016 le roaming, à savoir la surfacturation des communications lorsqu'on téléphone en métropole et vice-versa. Il y a des aides sur les billets d'avion pour les étudiants ou les gens à faibles ressources qui veulent se rendre en France.

La mise en place d'un syndicat unique de

sentant noir de l'Etat français avait été le gouverneur de la colonie, Félix Eboué, en 1936.

Au bout du compte, il ne reste pas grand chose de concret de ce vaste mouvement, à part un état d'esprit, le fait que ce combat avait été en capacité de faire reculer gouvernement et patrons. Une fierté qui est bien ancrée dans les consciences et qui explique une combativité qui ne se dément pas du côté des salariés, et du côté des patrons et de l'Etat, une volonté de répression tout aussi importante. Quelques exemples permettront de se faire une idée de la situation.

ATTAQUES CONTRE LA CGTG

Le syndicat CGTG, dirigé par un militant trotskyste, ouvrier dans la banane, s'est trouvé condamné à des dizaines de milliers d'euros de dommages et intérêts pour avoir critiqué dans un tract une famille de békés parmi celles qui ont la mainmise sur



Mobilisation contre Carrefour et la famille Despointes. DR.

l'eau, une revendication de 2009, a fait son chemin et est en passe de voir le jour. Un organisme unique devrait remplacer la multitude des organismes communaux et autres régies gérant la distribution de l'eau, qui est une véritable catastrophe dans l'île, avec des coupures fréquentes et une vétusté du réseau qui occasionne une perte de 50% de l'eau à cause des fuites.

Enfin, quelques gestes ont été destinés à flatter la fibre nationaliste de la population, comme la nomination en 2013 d'un premier préfet noir, une femme, Marcelle Pierrot. Il faut savoir que le dernier repré-

l'économie de l'île (grande distribution, industrie sucrière, agriculture).

L'affaire est édifiante : en 2012, l'un des magasins où deux frères Huygues-Despointes sont actionnaires principaux, Carrefour Milénis, très rentable, a annoncé le licenciement de 28 salariés, pour difficultés économiques. Après avoir saisi la justice et obtenu les comptes de l'entreprise, le syndicat a découvert que non seulement il n'y avait pas de difficultés financières, mais encore que compte tenu de ses bénéfices, l'enseigne devait verser une participation à ses salariés pour 2011 et 2012 ! Ce

comme les autres

PAR RÉGINE VINON

que Carrefour sera finalement obligé de faire. A l'époque, les militants CGTG ont distribué un tract où était écrit que « la famille Despointes a bâti toute sa fortune sur la traite négrière, l'économie de plantation et l'esclavage salarié ». Ce qui est une vérité historique. La famille, n'ayant pas digéré que le syndicat la fasse condamner, a cherché à se venger en l'accusant de propos diffamatoires. Et il s'est trouvé des juges pour condamner la CGTG à plus de 53 000 euros d'amende, avec saisie des comptes bancaires !

Les protestations ont été nombreuses et se poursuivent depuis : rassemblements, manifestations, meetings. La dernière action en date, qui fut un succès, eut lieu le samedi 27 décembre, appelée par la CGTG, Combat Ouvrier (trotskyste), trois organisations indépendantistes et le journal de jeunes « Rebelle ». Des dizaines de militants ont distribué des milliers de tracts pour dénoncer ce scandale, devant le magasin Carrefour, avec un bon accueil de la population. La grande surface a été désertée en ce samedi de fêtes de fin d'année. La couverture médiatique fut très large.

Grâce à la solidarité de nombreux travailleurs, en Guadeloupe mais aussi en France, 45 000 euros ont déjà été collectés, mais la revendication du remboursement des 55 000 euros demeure.

A noter que le journal *L'Humanité*, ayant marqué sa solidarité avec la CGTG est éga-

lement poursuivi par la famille Despointes. Un premier procès, qui devait avoir lieu le 22 janvier, a été reporté en... février 2017.

RÉPRESSION CONTRE LES JEUNES

Un journal animé par des militants trotskystes est bien implanté dans la jeunesse. Trop aux yeux des dirigeants, d'où un procès qui leur a été intenté. Le procès en appel, le 3 mars dernier, a été l'occasion d'une bonne mobilisation. Une cinquantaine de jeunes des lycées et de l'université est venue les soutenir, ainsi qu'amis, familles. En tout, une bonne centaine de personnes. La presse a bien relayé l'action. Un des deux accusés a finalement été relâché et l'autre a vu sa peine réduite à deux mois avec sursis et une amende. Ils se sont pourvus en cassation. Il faut dire qu'en Guadeloupe, certains principaux de collèges et de lycées sont des « brutes machistes », comme les surnomment les jeunes, qui ne se laissent pas faire.

LUTTE CONTRE L'ÉPANDAGE AÉRIEN

L'épandage aérien des cultures est interdit sur le territoire français depuis 2009. Il était interdit aux Etats-Unis depuis... 1976 ! Mais des dérogations ont été accordées par les préfets successifs en Guadeloupe, pour satisfaire les intérêts des planteurs de banane, déjà responsables d'une pollution au chlordécone qui va durer des siècles et a

empoisonné les sols dans une bonne partie du territoire martiniquais et guadeloupéen, entraînant des morts et des interdictions de pêche. En Guadeloupe, quatre associations, regroupées au sein d'un collectif Vigilance citoyenne, sont allées en référé et ont obtenu l'annulation de la dérogation par le tribunal administratif.

DES GRÈVES NOMBREUSES

Il y a eu de nombreuses grèves dans l'île tout au long de l'année, même si aucune n'a été déterminante. La dernière grève importante est celle des ouvriers d'une plantation de bananes. Dans ce secteur, des centaines d'ouvriers ont été contaminés par des produits toxiques, herbicides, insecticides. L'épandage de ces produits a provoqué des dizaines de morts sur les plantations et indirectement des centaines par la suite. Le CHSCT de l'habitation Bois Debout ayant fait appel à un expert, il est ressorti que les 140 ouvriers sont soumis à des conditions de travail indignes. L'expert ajoutait que sans amélioration des conditions de travail, d'autres ouvriers mourront au travail. Il y a actuellement 47 accidents de travail par an. Les ouvriers ont fait 40 jours de grève pour réclamer une amélioration de leurs conditions. Ils n'ont pas obtenu ce qu'ils réclamaient, mais se sont fait entendre, ont fait connaître leurs conditions de travail, enchaînant meetings et distribution massive de tracts. □

Les élections régionales

En Martinique, on votait pour la CTM, assemblée unique remplaçant conseils général et régional. En Guadeloupe, on votait pour l'assemblée régionale comme en métropole. Une constante toutefois : l'abstention atteint 53 % en Guadeloupe et 59 % en Martinique.

En Martinique, c'est une liste conduite par un « indépendantiste modéré », Marie-Jeanne, qui l'a emporté au second tour contre le candidat socialiste, Serge Letchimy. Pour ce faire, sa liste a fusionné au deuxième tour avec celle de Monplaisir, un sarkozyste, qui avait réalisé 14 % ! A noter que le PC martiniquais était présent sur cette liste indépendantiste...

En Guadeloupe, le président sortant du conseil régional, Victorin Lurel, ex-ministre de l'outremer, a été battu par Ary Chalus, maire d'une des plus grandes villes de l'île, vice président du conseil régional, qui avait soutenu activement Lurel en 2010. Chalus se prétend de gauche modéré, mais son axe était surtout « tout sauf Lurel », surfant sur le mécontentement de la po-

pulation. Sa liste a rassemblé une ex-ministre de Sarkozy, Marie-Luce Penchard et des socialistes dissidents. Le PC guadeloupéen s'est présenté pour la première fois depuis longtemps à des élections locales en tant que tel. Ses résultats sont encore plus faibles que ceux de Combat Ouvrier, parti d'extrême gauche, avec 0,92%.

Les Républicains, le parti de Sarkozy, atteint 4,47 %. Le Front national fait un petit score de 1,40 %, ce qui a fait écrire au Canard Enchaîné : « On ne remercie jamais assez les régions d'outremer : le FN fait 1,40% à la Guadeloupe, 2,39% à la Réunion. Quant à la Guyane et à la Martinique, c'est simple : le Front national n'a même pas pu y aligner un candidat. »

Les électeurs des deux îles ont à leur façon sanctionné les sortants socialistes, très liés au gouvernement, au profit d'hommes au profil de gauche, faisant ainsi sentir leur mécontentement de la politique menée par Hollande et Valls.

R.V.

Il y a un siècle, l'impérialisme en débats

PAR YANN CÉZARD

Nous semblons loin du temps des colonies. Non parce que les puissances occidentales justifient par les droits de l'homme leurs expéditions militaires (déjà la colonisation...). Mais les rapports de force à travers le monde semblent chamboulés avec le déclin de la France et autres pays d'Europe, la montée des « émergents », la « mondialisation ».

Et une guerre entre pays développés, ce spectre qui hantait le début du 19^e siècle, semble aujourd'hui inconcevable. Le concept marxiste d'« impérialisme » forgé alors est-il donc obsolète ? Nous empêché-t-il de penser le monde tel qu'il est ? Nous tentons dans ce dossier, d'un côté, de retrouver le fond des analyses de l'impérialisme au début du 20^e siècle et, d'un autre, d'ausculter quelques grandes lignes d'évolution structurantes de notre époque : l'hégémonie américaine, la puissance nouvelle de la Chine, la mort prétendue de la FrancAfrique... Car pour agir, il faut comprendre dans quel ordre (et désordre) mondial nous vivons.

« L'IMPÉRIALISME, STADE SUPRÊME DU CAPITALISME »

Quel drôle de titre que celui de l'ouvrage de Lénine en 1916 ! Un accent prophétique, voire apocalyptique. Mais nous étions alors justement en pleine apocalypse : en pleine guerre mondiale. Or ce titre se veut une synthèse de toutes les analyses non seulement de Lénine, mais de tout le courant marxiste révolutionnaire d'avant 1914, dont Rosa Luxemburg, dont le « pape du marxisme » d'alors, Karl Kautsky, sur lequel pourtant Lénine tape dur.

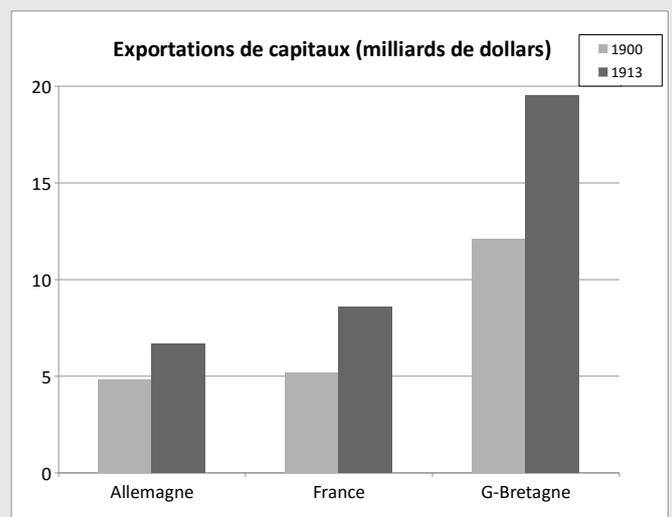
Ces marxistes, dès 1900, avaient tenté de saisir la nouveauté de leur époque (exemple à suivre). Pour eux, le partage du monde en colonies et la marche à la guerre n'étaient pas le résultat d'une politique fortuite, ou de l'aventurisme de quelques secteurs des classes dominantes, mais une forme inévitable du capitalisme moderne. « *Stade suprême* » du capitalisme, l'impérialisme était même la « *phase terminale* » d'un sys-

tème « *en putréfaction* », désormais profondément parasitaire. Non qu'il allait s'effondrer tout seul. Mais ce nouvel impérialisme, qui entraînait le monde vers une guerre terrifiante, ne faisait décidément plus progresser la société. Il était donc « *mûr pour être remplacé par un système qui ferait bien mieux : le socialisme* ». Dixit Karl Kautsky, dans sa brochure de 1907 « *Socialisme et politique coloniale* ».

A partir de la fin du 19^e siècle, la libre concurrence capitaliste accouche via l'élimination des entreprises les plus faibles d'oligopoles, des trusts industriels d'un côté et des trusts bancaires de l'autre, qui tendent à fusionner sous la domination du capital financier. S'enchaîne alors l'étape suivante : une interpénétration inédite entre ce capital financier et l'Etat. Au fond, chacun a profondément besoin de l'autre. Les trusts ont besoin du soutien de l'Etat et l'Etat moderne doit s'appuyer sur les forces du capital. Et ça tombe bien : celui-ci est désormais assez riche et puissant pour dominer le personnel politique.

Ce capitalisme peut avoir un certain dynamisme, mais il souffre de « *disproportions* » permanentes (Kautsky toujours...) : le retard, par rapport à l'industrie, de l'agriculture (ce qui provoque une crise de pénurie des matières premières et des biens alimentaires) et de la consommation (qui provoque une crise de surproduction et de sous-consommation, car le capital, ex-

plorant ses travailleurs, ne peut les payer assez pour développer ses marchés de consommation, sauf à menacer le taux de profit). Ces limites internes au développement du capitalisme conduisent les capitalistes à repousser leurs limites géographiques en cherchant dans les pays agraires matières premières et débouchés commerciaux. Les exportations britanniques passent de 13 milliards de francs en 1870 à 35 en 1913, les allemandes de 5 à 25 (les françaises sont alors à 15 milliards). Selon Daniel Cohen¹, les exportations de marchandises sont passées de 5,1 % du PIB mondial en 1850 à 9,8 % en 1888, 11,9 % en 1913. Elles s'effondreront avec la guerre et ne retrouveront leur niveau de 1913... qu'en 1973.



L'EXPORTATION DES CAPITAUX, TENDANCE MAJEURE DU NOUVEL IMPÉRIALISME

Mais le capitalisme des pays développés cherche surtout à exporter des capitaux, car il a une difficulté croissante à trouver des placements rentables dans

ses bastions déjà industrialisés. Ainsi selon Suzanne Berger², à la veille de 1914, « entre le tiers et le quart de la richesse nationale globale [française], en dehors de la terre et de l'argent destiné à la consommation, était placé à l'étranger (...) Les investissements à l'étranger représentaient en 1907 près de 40 % de la richesse nationale des Britanniques. » Des chiffres considérables ! Avec une nuance importante : Grande-Bretagne et France exportent davantage leurs capitaux que l'Allemagne et les Etats-Unis, parce qu'elles disposent de grands empires, peut-être, mais surtout parce qu'elles sont moins dynamiques sur leur propre sol.

Or Luxemburg et Kautsky insistent sur les conséquences profondément réactionnaires, dramatiques autant économiquement que politiquement, de cette expansion capitaliste d'alors. Elle accélère la course aux colonies (déjà en elle-même une insulte à la dignité des peuples) car le capital, quand il exporte non seulement ses produits, mais lui-même, par des investissements fixes, des infrastructures ou des prêts à des Etats étrangers, a d'autant plus besoin de la protection de son Etat national. Les capitalistes ont peur que leurs investissements n'aient pas une rentabilité garantie, soient récupérés par les classes dominantes des pays d'accueil (qui pourraient même imiter les Japonais, à leur tour s'industrialiser et devenir de nouveaux concurrents), ou pire encore par des puissances capitalistes rivales. D'où leur aspiration à la mise sous tutelle directe ou indirecte par leur Etat. Sont ainsi découpés en tranches des continents entiers, non seulement l'Afrique directement colonisée, mais aussi de grands empires en déclin, la Turquie, la Chine.

Mais l'exportation des capitaux (à la force des armes) ne pouvait-elle permettre aux « peuples arriérés » de moderniser leurs économies et s'arracher à leur soi-disant « sauvagerie » ? Luxemburg dans *L'Accumulation du capital* (1912), Kautsky dans de multiples textes, exterminent impitoyablement ces préjugés et espoirs (hypocrites) qui courent jusque dans le mouvement ouvrier, dans des pages terribles sur ce qu'on appellerait aujourd'hui le « développement du sous-développement » sous l'impulsion du capital étranger.

LA « DETTE DU TIERS-MONDE », DÉJÀ...

C'est que ces exportations de capitaux ont des caractéristiques assez particulières. Ainsi la France envoyait finalement peu de ses capitaux dans ses colonies : en 1914, 4 milliards de francs sur 45 investis à l'étranger, contre 25 % en Russie ! Et pour faire quoi ? Des investissements « directs » finançaient des capacités de production mais, en l'occurrence, surtout l'extraction de matières premières et des infrastructures de transport. Ces investissements sont fort utiles pour piller les richesses d'un peuple, mais n'élèvent pas la productivité générale du travail local et n'encouragent pas une dynamique d'industrialisation et de modernisation (même pas des relations sociales, au contraire, vu l'usage d'une main-d'œuvre indigène quasi servile).

Plus importants étaient les investissements « de portefeuille », comme des prêts de consortiums bancaires occidentaux à des gouvernements de pays pauvres. Des Etats empruntaient pour moderniser leurs infrastructures et s'armer. Ils exploitaient durement leur population pour rembourser, et le chemin de fer servait moins à donner accès au marché mondial à la paysannerie qu'à la faire exproprier, à développer des cultures d'exportation, ruiner les producteurs locaux submergés par les marchandises des pays industrialisés (et les prêteurs). Le défaut de paiement d'un Etat faible ouvrait la voie à la colonisation. C'est ainsi qu'en 1881, le défaut du bey de Tunis servit de prétexte à une démonstration de force française et au Traité du Bardo qui transforma le pays en protectorat français.

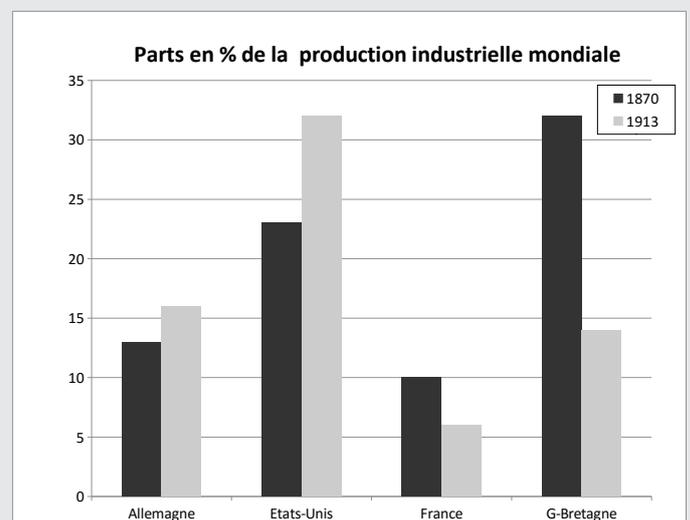
Si l'Etat endetté était trop puissant pour se laisser dévorer, la dette publique lui servait de toute façon à renforcer l'oppression de son peuple et en même temps garantissait une poule aux œufs d'or pour les créanciers étrangers. C'est ainsi que le tsar se gava d'emprunts contractés à la Bourse de Paris. Les grandes banques françaises placèrent ces emprunts auprès de centaines de milliers de bourgeois et de petit-bourgeois. Chaque mois, le rentier

français « tondait les coupons » en allant percevoir à la banque ses dividendes, sueur et sang des moujiks. En favorisant cette perfusion financière, les dirigeants politiques français s'acquiesçaient avec les banquiers français et achetaient l'alliance militaire russe.

Pour les marxistes, la compréhension de ces phénomènes leur permit de saisir clairement qu'il ne pouvait pas y avoir de « colonisation progressiste », alors même que le mouvement socialiste était très divisé sur cette question, entre une aile droite carrément « social-impérialiste » et une mouvance platement humaniste (comme Jaurès, qui dénonçait les crimes coloniaux mais en appelait parfois à une colonisation juste). Ces déchirures se traduisirent par les ruptures que l'on sait quand éclata la Première Guerre mondiale.

1914 : UNE GUERRE IMPÉRIALISTE

En 1914, selon Lénine, « le partage du monde est terminé ». C'était une exagération : de gros gâteaux aiguisaient encore les rivalités. Mais les disparités technologiques et militaires étaient telles que les colonisateurs n'avaient eu guère de mal à se tailler des empires en quelques décennies... tant qu'ils ne se heurtaient pas les uns aux autres. Le partage en colonies et en « sphères d'influence » s'était fait sur des rapports de forces politiques et économiques. Or ces forces avaient changé : la France et la Grande-Bretagne, désormais en relatif déclin économique, s'étaient taillées la part du lion par rapport à des challengers devenus plus puissants (les Etats-Unis) ou plus dynamiques (l'Allemagne, le Japon).





Comment envisager alors un nouveau repartage, sinon par la force armée ? Le spectre de la guerre généralisée hantait donc tous les peuples d'Europe. Quand elle éclata, le mouvement socialiste aussi. Une aile révolutionnaire déclara la guerre à la guerre impérialiste, la plupart des directions socialistes se rallièrent à l'union sacrée au nom de la « défense nationale ».

La guerre était-elle « absolument » impérialiste ? Il est de bon ton depuis quelques années de nuancer la nuance de la nuance et de déplorer comme véritable « raison » de la guerre un enchaînement malheureux de malentendus et d'aveuglements³.

Mais les dirigeants marxistes de l'époque ne prétendirent jamais que la guerre avait été simplement commanditée par les financiers et les marchands de canons, ni perpétrée pour le seul repartage des colonies africaines. Pour faire une théorie utile de leur époque, il fallait bien saisir les évolutions essentielles, radicalement nouvelles et terriblement dangereuses, de leur époque, sans se jouer de mots ni garder des habitudes de pensée héritées de l'époque précédente. En analysant la guerre comme « impérialiste » (de pillage, de partage du monde au profit des capitalistes), ils pensaient ce qu'avait proclamé la résolution de Bâle de 1912, qui avait fait l'unanimité du congrès de l'Internationale socialiste : « la guerre à venir sera faite pour les profits des capitalistes et l'orgueil des dynasties ».

Les cliques aristocratiques en Allemagne, en Autriche-Hongrie, en Russie, avaient leurs propres motivations (pré-

parer leur peuple dans la guerre pour consolider le trône). Ce qui n'empêcha pas la République française de pousser à la roue elle aussi ! Or, la symbiose grandissante de l'Etat et du capital financier joua à plein : des secteurs importants du capitalisme exigeaient le soutien militaire de leurs Etats pour étendre leurs sphères d'intérêt, réciproquement les sommets des Etats exigeaient le soutien des milieux financiers pour mener leur diplomatie agressive. Ils s'étaient liés les

totale. Plus elle durait et coûtait, plus les enjeux grimpaient pour les gouvernements. Ruinés financièrement, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne comptaient bien, pour se relever, se payer sur la bête, dévorer les restes de l'empire turc, extorquer des réparations aux vaincus, et payer les sacrifices de leurs populations par du poison nationaliste plutôt que par des réformes sociales. L'impérialisme fit la guerre, la guerre le lui a bien rendu.

Ses conséquences (et les buts de guerre des puissances) seraient fatalement bien plus impérialistes encore que ses causes.

LA QUERELLE DE L'« ULTRA-IMPÉRIALISME »

Il était donc impensable qu'il puisse y avoir une « bonne issue » à la guerre, une paix « sans vainqueurs ni vaincus », une paix durable entre les puissances. C'est pourtant l'idée que caressait avec de plus en plus d'insistance Karl Kautsky et bien d'autres au sein des courants de la social-démocratie qui se redécouvraient pacifistes et se désolidarisèrent de leurs camarades, partisans de la « guerre jusqu'à la victoire ». Kautsky formula ainsi son idée dans *L'impérialisme et la Guerre*, en septembre 1914 : « L'impérialisme est-il la forme finale de la politique capitaliste mondiale ? (...) La classe capitaliste ne se suicidera pas. L'effort pour conquérir des régions agraires et réduire en esclavage leur population est trop vital pour le capitalisme pour rendre possible

une opposition sérieuse de quelque groupe capitaliste que ce soit. » Mais : « Il y a un autre aspect dans l'impérialisme. L'effort de la colonisation a amené des conflits profonds entre les groupes capitalistes et a amené la guerre mondiale depuis longtemps prophétisée. Cette phase de l'impérialisme est-elle nécessaire pour la continuation du capitalisme ? (...) D'un point de vue purement économique, il n'est pas im-



Affiche réalisée en 1930 pour le Parti communiste et la CGTU, à l'occasion du centenaire de la colonisation de l'Algérie. DR.

uns aux autres pour le pire et le pire. Les enjeux dépassaient les colonies, africaines par exemple, pas si rentables d'ailleurs : aux portes des grandes puissances, toute l'Europe centrale et l'empire ottoman étaient en décomposition. Qui allait s'y tailler des sphères d'influence telles qu'il prendrait un ascendant décisif sur ses rivaux ?

Surtout, la guerre devint mondiale et

possible que le capitalisme soit sur le point d'entrer dans une nouvelle phase, marquée par le transfert des méthodes de cartels à la politique internationale, une sorte d'ultra-impérialisme. »

Kautsky ne parlait pas (pour l'instant en tout cas) d'une nouvelle phase de l'histoire du capitalisme qui eût été « non impérialiste », mais d'une nouvelle phase (pacifique, mais tout de même exploiteuse du reste du monde) de l'impérialisme lui-même. Sur la base de cette hypothèse, il rejeta toute politique révolutionnaire contre la guerre, pour lui aventuriste, pour proposer un programme de paix « démocratique » qui puisse rallier des secteurs de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie. D'où la colère de Lénine contre le « renégat » : « cet ultra-impérialisme est une ultra niaiserie » et une « mystification petite bourgeoise » !

L'ULTRA-IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

Les traités « de paix » (allemand de Brest-Litovsk puis allié de Versailles) lui donnèrent raison. Il y avait pourtant une exception, apparente mais de taille : à la Maison Blanche. Le président Wilson présenta un programme de paix en « quatorze points » : ni annexions ni réparations, droit des nations à disposer d'elles-mêmes, Société des Nations, liberté des mers et du commerce... Le plus grand impérialisme ne proposait-il pas ainsi un ordre mondial « ultra-impérialiste » ? Une entente entre les puissances, non pour cesser de piller les pays pauvres, mais pour renoncer aux empires économiques exclusifs et à la guerre ?

Cet « idéalisme wilsonien » était en fait un réalisme politique propre à l'impérialisme américain, tellement fort économiquement, et inexpugnable dans son île-continent, qu'il avait intérêt à promouvoir l'idée d'un autre type « d'empire », sans colonies et libre-échangiste (mais pas sans respect des dettes, car il ne renonça pas aux milliards de dollars de créances sur ses « alliés »). Comme le notera plus tard avec humour Léon Trotski, « l'impérialisme américain a toujours un peuple à libérer. C'est sa profession. »⁴ Les gouvernements américains échouèrent cependant à imposer ce nouvel ordre mondial. Il arriva au contraire ce qu'on sait : la Dépression de 1929, la dislocation des relations économiques internationales, puis la Deuxième Guerre mondiale.

APRÈS 1945 : UN MONDE NOUVEAU

Pourtant, un certain trouble s'éveille en nous : l'« ultra niaiserie » ne se serait-elle pas finalement réalisée après 1945 ? Ne serait-ce pas l'ordre impérialiste dans lequel nous vivons encore aujourd'hui ? Les rivalités économiques entre les divers pays capitalistes n'ont certes pas disparu, et suscitent souvent tensions et coups tordus. Mais la guerre, ce n'est plus entre les pays développés, c'est pour les pauvres depuis longtemps et, semble-t-il, pour longtemps.

Mais alors, pourquoi une hypothèse absurde en 1918 avait-elle pris corps en 1945 ? L'argumentation de Lénine contre Kautsky pourrait paradoxalement nous mettre sur la piste. Ainsi, dans la préface à la brochure de Boukharine *L'Économie mondiale et l'impérialisme*, en décembre 1915, il écrit :

« Il n'y a pas trace de marxisme dans ce désir de tourner le dos à la réalité de l'impérialisme et de s'évader en rêve vers un « ultra-impérialisme » dont on ignore s'il est réalisable ou non (...) Peut-on cependant contester qu'il soit possible de « concevoir » abstraitement une phase nouvelle du capitalisme après l'impérialisme, à savoir l'ultra impérialisme ? Non (...) Seulement dans la pratique, cela signifie devenir un opportuniste, qui nie les tâches aiguës de l'actualité au nom de rêveries sur des tâches futures sans acuité (...) Il ne fait pas de doute que le développement va dans le sens d'un seul et unique trust mondial (...) Mais ce développement s'opère dans des circonstances, sur un rythme, avec des contradictions, des conflits et des bouleversements tels (et non seulement économiques, tant s'en faut, mais aussi politiques, nationaux, etc.) que, sans aucun doute, avant qu'on n'en arrive à un tel trust mondial (...), l'impérialisme devra inévitablement sauter et le capitalisme se transformera en son contraire. »

L'hypothèse de Kautsky supposait des « bouleversements » extraordinaires. Qui eurent lieu. Car pour le coup il y eut bien une « époque de guerres et de révolutions », qui nulle part ne déboucha sur le socialisme (sinon des grimaces de socialisme, staliniennes ou social-démocrates). En 1945, les impérialismes japonais et allemand étaient écrasés, la France et la Grande-Bretagne plus ruinées qu'en 1918. Face aux révolutions coloniales, au « péril rouge » et au bloc soviétique, les puissances impérialistes n'avaient pas d'autre choix que de ser- rer les rangs et d'accepter l'hégémonie américaine, qui instaura ce que le trotskyste argentin Claudio Katz ap-

pelle un « ordre impérialiste collectif »⁵, conflictuel mais coopératif, par les accords financiers et monétaires de Bretton Woods, le plan Marshall, son parapluie militaire, la protection des flux financiers par leurs marchés et le dollar, énergétiques par leur force armée. Ensuite s'engagea ou se confirma une mutation économique profonde. Pour les marxistes, ce sont les limites internes du capitalisme dans ses bases nationales développées qui avaient engendré les conflits inter-impérialistes. Marx n'en avait pas moins noté à propos du développement du capitalisme : « potentiellement illimité ». Mais à travers tant de crises et de souffrances...

L'essor de la mécanisation et de la taylorisation, l'industrialisation de l'agriculture, le développement d'une consommation de masse, le nouveau rôle de l'Etat au sein de l'économie capitaliste, toutes ces mutations qui ont émergé à travers la crise de 1929 puis la « guerre totale » ont donné un nouveau souffle au capitalisme pendant quelques décennies. Le capitalisme des Trente Glorieuses a été beaucoup moins internationalisé que dans la période précédente, plus centré sur les pays déjà développés.

Le pillage des richesses du « tiers-monde » n'avait pas cessé pour autant. Il fallait garantir des rentes néocoloniales, payer à bas prix les matières premières (ce n'est d'ailleurs qu'après la Deuxième Guerre mondiale que les pays développés commencèrent à importer vraiment leur énergie !). Toute cette période, faite de paix inter-impérialiste, de guerre froide et de guerres chaudes contre des pays pauvres, fut marquée par la fine pensée que l'on prête au secrétaire d'Etat américain Kissinger, dans les années 1970 : « les Américains ont compris qu'il est plus funny de botter le cul des Arabes de temps en temps que de faire des économies d'essence. » Après 1945, l'impérialisme américain eut toujours un peuple à bombarder... Ce fut en quelque sorte sa profession.

« Ultra » pour les Vietnamiens, les Algériens, les Africains, les Irakiens, les Chiliens... les impérialismes le furent dans le sens le plus banal du terme après 1945. □

1 « La Mondialisation et ses ennemis », Grasset, 2004.

2 « Notre Première mondialisation. Leçons d'un échec oublié », Seuil/La République des idées, 2003.

3 « Les Somnambules » (2014) de Christopher Clark sont un modèle (par ailleurs passionnant) du genre.

4 « Europe et Amérique », 1924.

5 Dans un livre très intéressant, « Sous l'Empire du capital (l'impérialisme aujourd'hui) », M Editeur, Québec, 2014.

Etats-Unis, le retour de la force ?

PAR YVAN LEMAITRE

Les Etats-Unis d'Amérique restent indiscutablement la première puissance mondiale, une place qu'aucun autre Etat n'est en mesure de leur contester. Et pourtant le leadership du capital US est en crise, à l'extérieur comme à l'intérieur de ses frontières...

« **L**es Etats-Unis d'Amérique sont la nation la plus puissante du monde. Point final », a déclaré Obama à l'occasion de son dernier discours devant le Congrès sur l'état de l'Union. Puis d'ajouter : « Quand il y a une importante crise internationale, le monde ne se tourne pas vers Pékin ou Moscou, mais vers nous [...] Si vous avez un doute sur la détermination de l'Amérique ou la mienne pour s'assurer que justice soit rendue, demandez à Oussama Ben Laden. Quand vous attaquez l'Amérique, nous ripostons. Cela prend parfois du temps, mais nous avons la mémoire et le bras longs. »

Si le premier point est indiscutablement vrai, le fait qu'Obama se sente obligé de répondre indirectement à Donald Trump qui, lui, dénonce le déclin américain, est une forme d'aveu de faiblesse, surtout

quand il est suivi d'une proclamation guerrière qui souligne l'échec d'Obama à tourner la page de Bush. Il en assume même la continuité.

Cela illustre l'évolution de la place et du rôle des USA dans le monde capitaliste, en relation avec la transformation du capitalisme lui-même. L'époque de l'impérialisme tel que Lénine le définissait, il y a maintenant un siècle, a débouché, à travers deux guerres mondiales et les guerres coloniales, sur une nouvelle période. En dégager les lignes de force du point de vue des luttes du prolétariat, des nouvelles possibilités et perspectives qui s'ouvrent à elles, est un vaste travail indispensable pour sortir des formules du passé, trop souvent calquées sur une réalité qui s'est, depuis, profondément transformée. L'appréciation de la place et du rôle des USA

dans le capitalisme mondialisé s'intègre dans cette discussion.

Les visions manichéennes héritées de la guerre froide et des luttes anti-impérialistes, le campisme qui consiste à se positionner du côté des adversaires du diable yankee sans autre considération, en oubliant le fil à plomb de la lutte des classes, conduisent aujourd'hui à des positions encore plus caricaturales. Nous avons besoin d'appréhender la complexité du nouvel ordre mondial tout en gardant notre boussole, la classe ouvrière, son indépendance politique, ses luttes, de dégager les nouvelles contradictions à l'œuvre qui, même si les Etats-Unis restent de loin la première puissance mondiale, l'affaiblissent tant dans les relations internationales qu'au cœur même de la citadelle capitaliste.

DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN



Guerre d'Irak, 2003. DR.

TRIOMPHANT...

Le capitalisme de libre concurrence s'est transformé en impérialisme à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e, lors de la première mondialisation au cours de laquelle les Etats-Unis étaient une jeune nation en pleine expansion. L'isolationnisme était la règle au nom de la « doctrine Monroe », mais il n'excluait nullement une politique offensive pour ouvrir des marchés au capital américain, qui ne pouvait se satisfaire de son seul marché intérieur, pourtant immense et en pleine expansion.

Cet expansionnisme se justifiait au nom d'une vision messianique. « *La main de Dieu nous a guidés sur cette route* », proclamait Woodrow Wilson, fervent défenseur de cette idéologie dans laquelle la religion, le capitalisme, la démocratie, la liberté, la paix et la puissance des Etats-Unis ne font qu'un ! Cette idéologie restera le fil à plomb du discours des dirigeants américains, jusqu'à Bush et encore aujourd'hui Obama.

Les USA rompirent avec leur politique isolationniste en 1917, au cours de la Première Guerre impérialiste pour le repartage du monde, qui dressa les peuples d'Europe les uns contre les autres. Ce fut la première étape de leur conquête du leadership mondial. Cette émergence du capitalisme américain, pour reprendre la formule d'Isaac Joshua¹, se heurta à la vague révolutionnaire et aux vieux empires coloniaux, à un monde hérissé de frontières, soumis au protectionnisme. Sa folle envolée se termina dans le krach de 1929.

La vague révolutionnaire, vaincue et brisée par la réaction fasciste et stalinienne, n'a pu empêcher le deuxième temps barbare de la lutte pour le repartage du monde, la Deuxième Guerre mondiale à travers laquelle les Etats-Unis s'imposèrent comme seule force capable de gérer l'ordre capitaliste mondial.

Devenus hégémoniques, ils mirent en place les instruments de la réalisation sur terre de leur rêve messianique, accords de Bretton Woods, FMI, ONU, OTAN... Mais le moment du triomphe planétaire de l'économie de marché n'était pas encore venu. Il se heurtait à l'URSS et au soulèvement des peuples coloniaux, en particulier au Vietnam. Ce fut la guerre froide. La paix et la démocratie par le marché prirent le visage hideux des bombes au napalm...

La victoire du peuple vietnamien en 1975 a clos cette période, même s'il fallut attendre encore quatre décennies avant que les USA ne renouent des relations diplomatiques avec Cuba. A la fin des années 1970 commençait l'offensive libérale me-

née sous la houlette des USA et de son alliée, la Grande Bretagne, la deuxième mondialisation en réponse à la baisse du taux de profit, qui voyait le capitalisme s'imposer comme mode de production mondial atteignant les limites de la planète. Cette offensive libérale à l'issue des Trente glorieuses a débouché sur la fin de l'URSS, l'effondrement de la bureaucratie, qui avait contribué aux luttes de libération nationale tout en participant au maintien de l'ordre mondial capitaliste au nom de la coexistence pacifique.

... AU LIBÉRALISME IMPÉRIALISTE

Après la fin des empires coloniaux et de l'ex-URSS, les puissances impérialistes se déployèrent dans le cadre d'une libre concurrence à l'échelle mondiale. Plus rien ne s'opposait à l'émergence américaine. L'euphorie libérale et impérialiste l'emporta durant les années Bush, le capitalisme triomphait à l'échelle de la planète, les USA dominaient le monde, mais le mythe de « *la fin de l'histoire* » ne résista pas longtemps à la réalité.

La première guerre d'Irak ouvrit une longue période d'offensives contre les peuples pour imposer le libéralisme mondialisé. La stratégie du chaos déboucha sur un nouvel ordre mondial déstabilisé et de nouvelles guerres, en Afghanistan, en Libye, en Syrie...

Le mythe de la démocratie et de la paix grâce à la libre circulation des capitaux et des marchandises s'effondrait. Cette libre circulation, la généralisation des rapports d'exploitation, l'envahissement de toute la vie sociale par le capital provoqua la décomposition des rapports sociaux comme des rapports entre les nations.

Depuis la crise financière de 2008, cette période du libéralisme international tend à céder la place à une phase de réorganisation des relations internationales alors que l'économie mondialisée échappe à toute régulation, aucune puissance n'en ayant les moyens. La contradiction entre l'instabilité engendrée par la concurrence globalisée et la nécessité d'assurer un cadre commun de fonctionnement du capitalisme, permettant d'assurer la production et les échanges, s'accroît. En trente ans, les rapports de forces ont été bouleversés. Même si les USA restent, dans tous les domaines, la première puissance mondiale, ils doivent composer, trouver des alliés. La contradiction entre Etat national et internationalisation de la production et des échanges est plus forte que jamais, alors qu'aucune puissance dominante n'est au-

jourd'hui en mesure de réguler les relations internationales. Les deux facteurs se combinent pour créer les conditions d'une instabilité des relations internationales.

Une nouvelle division internationale du travail s'opère à travers le développement économique des anciens pays coloniaux ou dominés, en particulier des émergents, dans le cadre d'une mondialisation de la production et non d'une simple internationalisation, « *une économie mondiale intégrée* » comme le dit Michel Husson².

Le partage du monde a cédé la place à une lutte pour le contrôle des circuits commerciaux, des lieux de production, de l'approvisionnement en énergie... Les logiques capitalistes et de contrôle territorial, selon la formule de Harvey, se combinent sous d'autres formes.

L'instabilité croissante du monde qui en résulte conduit à une montée des militarismes, à des tensions qui ont contraint les USA à se redéployer militairement tout en cherchant à associer à leur politique de maintien de l'ordre mondial les vieilles puissances, Europe et Japon, ainsi que les pays émergents. Le redéploiement de l'OTAN en a été l'instrument. Cette politique a aggravé les déséquilibres, provoqué l'effondrement d'Etats, le développement du fondamentalisme religieux, terroriste, facteur de chaos permanent.

PREMIÈRE PUISSANCE MONDIALE ET LEADERSHIP

Dans l'éditorial intitulé « *Un monde sans boussole* » du numéro d'Alternatives économiques intitulé « *Quel Monde en 2016 ?* », on peut lire : « *Le système international est aujourd'hui marqué par un désordre profond. Le moment unipolaire 1990-2000, lorsque les Etats-Unis dominent la scène internationale, a conduit à de coupables errements, comme la volonté démiurgique de remodeler le Moyen-Orient, qui a énormément déstabilisé la région. Mais le moment apolaire contemporain est tout autant lourd de dangers car il entretient une anarchie déstabilisatrice conduisant à des interventions tous azimuts, sans stratégie d'ensemble, comme on le voit en Syrie et au Yémen. Il serait grand temps d'organiser une multipolarité dynamique – incluant les grands Etats émergents – tout en redonnant du souffle au multilatéralisme. Vaste programme, à l'évidence, qui ne verra pas le jour très vite.* »

Ce vaste programme est surtout une vue de l'esprit. Les limites atteintes par l'accumulation financière élargie, fondée sur la





croissance exponentielle du crédit et de la dette, aboutissent au développement de « l'accumulation par dépossession » selon la formule de Harvey³. A défaut d'être en mesure de développer l'économie pour accroître la masse de la plus-value nécessaire pour nourrir les appétits des capitaux, le capitalisme trouve une issue à ses difficultés d'accumulation dans une double offensive : contre les travailleurs et contre les peuples, pour leur imposer une répartition des richesses de plus en plus défavorable. Cela entraîne une lutte acharnée pour le contrôle des territoires, des sources d'énergies, des matières premières, des voies d'échange... La libre concurrence mondialisée devient une lutte pour le contrôle des richesses, une forme de partage du monde, mais dans des rapports de forces radicalement différents de

tion des conflits locaux jusqu'à un embrasement généralisé, une nouvelle guerre mondiale ou plutôt mondialisée.

LA FIN DU RÊVE AMÉRICAIN, OU L'ÉCHEC ANNONCÉ D'OBAMA

Ce changement dans les rapports de forces internationaux a pour corollaire une évolution des rapports de classes. Le développement de la classe ouvrière à l'échelle mondiale s'accompagne, aux USA en particulier, d'une offensive des classes capitalistes pour maintenir leur taux de profit afin de nourrir les appétits d'une masse de capitaux sans cesse croissante. Si la bourgeoisie américaine, bien qu'incapable de résoudre la question noire, a réussi à maintenir tant bien que mal la cohésion de « l'empire » grâce aux surprofits engendrés par sa position dominante, en particulier grâce au rôle du dollar, aujourd'hui la citadelle du capitalisme commence à se fissurer.

Jamais depuis la fin du 19^e siècle l'Amérique

hauts fonctionnaires, les gérants de *hedge funds* et autres spéculateurs multimillionnaires, le système responsable du déclin américain, pour flatter les rancœurs et ressentiments d'une large fraction de la petite bourgeoisie et des classes populaires blanches devant la fin du rêve américain, de *l'américan way of life*, en fait face à leurs difficultés, au recul de leurs conditions de vie, à un avenir incertain. Il dénonce les traits les plus parasitaires du capitalisme financier pour mieux désigner à la vindicte populaire des boucs émissaires, en particulier les immigrés, en vantant « l'Amérique qui gagne ». Il s'appuie sur l'échec d'Obama dont la rhétorique n'a pas résisté aux réalités du développement capitaliste, à sa crise qui atteint de plein fouet la puissance dominante.

Cet échec ouvre la porte à l'offensive réactionnaire de Trump, qui rencontre un réel écho. La campagne des primaires joue le rôle de révélateur de la montée des forces réactionnaires aux USA, la droite dure et l'extrême droite des Républicains. Elle indique dans quel sens va évoluer la politique de la première puissance mondiale. La bourgeoisie américaine a de plus en plus de mal à souder la nation américaine pour mener à bien ses ambitions de puissance et de domination au nom de son messianisme démocratique. Inévitablement, une plus grande agressivité sur la scène internationale sera accompagnée d'une plus grande agressivité dans la lutte des classes.

Jusqu'où ? Personne ne peut le dire, mais l'écho rencontré par Donald Trump ressemble comme un avertissement. « *It can happen here* », cela peut arriver ici, écrivait Sinclair Lewis en 1935, en évoquant une Amérique fasciste. Nous en sommes loin encore, mais la première puissance mondiale ne pourra pas maintenir son leadership sur le monde sans accentuer les tensions internationales ainsi que celles entre les classes, sans se donner les moyens policiers et militaires d'affronter la décomposition sociale et internationale que la logique du capital engendre.

La crise de domination des classes et des Etats dominants ouvre une période d'instabilité qui pourrait être riche de possibilités pour l'intervention des travailleurs et de la jeunesse, seule issue pour empêcher le pire et sortir de la crise. □



Donald Trump, expression de la crise du leadership étatsunien. DR.

ceux de la fin du 19^e siècle et du début du 20^e.

L'hégémonie des USA est conditionnée à leur capacité d'assurer l'ordre mondial, « la gouvernance mondiale ». Elle suppose que la puissance dominante soit capable de rendre crédible sa prétention d'agir dans l'intérêt général, la suprématie économique et militaire ne pouvant suffire à établir un consentement. L'émergence de nouvelles puissances ou de puissances régionales ayant des vues impérialistes rendent le leadership américain de plus en plus fragile, et la situation internationale de plus en plus chaotique.

Jusqu'où peuvent mener ces tensions et déséquilibres ? Nous ne pouvons exclure, sur le long terme, aucune hypothèse. Rien n'autorise à ignorer l'hypothèse du pire si les classes dominées ne réussissent à inverser le cours des choses, celle de la mondialisa-

n'a été à ce point inégalitaire. Pour de larges fractions de la population, le « rêve américain » est mort, est devenu un mythe, un mirage. 51% des salariés américains gagnent moins de 30 000 dollars par an. Trois quarts des Américains ont recours aux aides sociales, la pauvreté frappe 47 millions de personnes⁴. Les 0,1% les plus riches détiennent autant de richesse cumulée que les 90% d'Américains les moins fortunés. Cette combinaison des difficultés des USA sur la scène internationale avec une dégradation accélérée de la situation sociale à l'intérieur du pays résulte de la double offensive de la bourgeoisie américaine, contre les travailleurs et contre les peuples pour maintenir ses profits et son hégémonie.

Elle nourrit la campagne pour les primaires de la présidentielle de 2016 de Donald Trump, réactionnaire et raciste par ailleurs milliardaire. Celui-ci dénonce pêle-mêle les

1 « La crise de 1929 et l'émergence américaine », Isaac Joshua, PUF, collection Actuel Marx, 1999.

2 « De l'impérialisme à l'impérialisme », Michel Husson, Nouveaux cahiers du socialisme n° 13, 2015.

3 David Harvey, « Le Nouvel Impérialisme », Les Prairies ordinaires, 2010.

4 Les Echos, 11/01/2016, « Le rêve américain à l'épreuve de l'année 2016 », Elsa Conesa.

Françafrique, la « french touch » de l'impérialisme

PAR PAUL MARTIAL

La « Françafrique », ce système de domination de l'impérialisme français sur ses anciennes colonies d'Afrique noire, est toujours bien présente. Même si ses modalités ont connu une série d'évolutions.

Au tout début ce ne fut qu'un refus, celui d'admettre l'idée d'indépendance des colonies africaines. En janvier 1944, au Congo Brazzaville, alors que des centaines de milliers d'Africains sont mobilisés contre l'occupant nazi en France¹, de Gaulle rejette expressément la perspective d'indépendance pour les colonies africaines : « toute idée d'autonomie, toute possibilité d'évolution hors du bloc français de l'Empire : la constitution éventuelle, même lointaine, de self-governments dans les colonies est à écarter »².

Après la guerre, Paris va s'accrocher désespérément à sa politique d'Union Française proclamée en 1946. Ce nouvel oripeau de l'empire colonial prendra fin en 1958 sous la pression des luttes anticoloniales qui prennent de l'ampleur en Indochine, mais aussi en Afrique avec le soulèvement de Madagascar, sauvagement réprimé : « la répression est typique de celle des guerres coloniales : nombreux massacres touchant largement la population civile dont les femmes et les enfants. Un haut fonctionnaire évoquera un « Oradour malgache » à propos du massacre commis dans la petite ville de Moramanga (dans le centre-Est). »³

En réponse, le gouvernement gaulliste va proposer le projet de « Communauté française », accepté par l'ensemble des élites africaines. Seul Sékou Touré refusera et son pays, la Guinée, sera l'objet d'un sabotage où les colons vont détruire archives, écoles et hôpitaux. Le seul avantage de ce projet mort-né de « Communauté française » sera de gagner du temps pour concocter un plan qui sera d'une effroyable efficacité. L'idée est simple : tout changer pour que rien ne change. La Françafrique était née.

INDÉPENDANCE NÉOCOLONIALE

Pour fonctionner, ce système va d'abord et avant tout s'appuyer sur les élites afri-

caines qui vont hériter d'une indépendance pour leur pays qu'ils ne voulaient pas. Ces élites (dé)formées par l'administration coloniale sont avant tout redevables et fidèles à Paris. L'Ivoirien Houphouët-Boigny restera dans l'histoire comme le grand organisateur de la Françafrique. C'est d'ailleurs lui qui a inventé ce néologisme, nullement négatif à cette époque. Il servira d'abord la France au détriment de son pays et de l'Afrique. Il sera toujours avec Foccart pour lutter contre le communisme, contre les dirigeants nationalistes africains ou simplement contre des pays qui pouvaient faire ombrage à la France⁴. D'où le soutien de Paris à une guerre, perdue d'avance, des sécessionnistes du Biafra au Nigeria qui fit deux millions de morts.

A côté d'Houphouët-Boigny, on trouve les autres « pères de l'indépendance » qui tous ont appelé à voter Oui pour le référendum de De Gaulle. Au Congo Brazzaville, Fulbert Youlou était déjà en 1947 considéré comme le « candidat des blancs » et perdit les élections dans la région du Pool. Il bénéficiera par la suite du soutien de l'Union du Moyen Congo, regroupement des colons blancs.

Le Centrafricain Boganda était député à l'Assemblée Nationale, sur la liste du parti démocrate-chrétien MRP, et lui aussi aura l'appui des colons blancs. Maurice Yameogo, premier président de la Haute Volta (actuellement le Burkina Faso), était un arriviste fasciné par les « évolués »⁵. Dirigeant de la branche locale de la CFTC, il fondera plus tard l'Union Africaine et Malgache, une organisation africaine anticomuniste qui fonctionnait sous le modèle de l'OTAN avec un pacte de défense.

Hamani Diori au Niger, artisan de la francophonie, accédera au pouvoir avec le soutien de l'administration coloniale, de la chefferie traditionnelle et des parachu-

tistes français. Quant à Léon Mba, premier Président du Gabon, il se battit pour la départementalisation de son pays. Bref on le voit, ils ont tous en commun leur fidélité à La France, leur combat contre les nationalistes et un anticommunisme viscéral, à tel point que Houphouët-Boigny demanda une base de l'armée US en Haute Volta pour prévenir l'éventuelle invasion communiste chinoise.⁶ Danger qui lui semblait être sous-estimé par... Foccart. Un véritable tour de force : être plus anticomuniste que le fondateur du SAC.

Ceux qui refuseront ce cadre néocolonial seront éliminés. Au Togo, Sylvanus Olympio sera assassiné par Eyadema. Au Mali, Modibo Keita sera renversé et trouvera la mort dans sa cellule, empoisonné. Au Zaïre (maintenant République démocratique du Congo) Lumumba sera assassiné par Mobutu, un grand ami de la France. Quant au Cameroun, c'est une véritable guerre à laquelle va se livrer la France, qui n'hésitera pas à utiliser le gaz napalm contre les maquis nationalistes.

L'INDÉPENDANCE DU DRAPEAU

La France va aider ces pères de la nation, devenus tous dictateurs, à mater leur opposition. L'accès à l'indépendance devient désormais sans danger pour Paris. L'administration coloniale va être maintenue et les accords bilatéraux entre la France et chaque pays vont contractualiser l'exploitation et la soumission qui existaient auparavant.

Cette relation de vassalité va se construire autour de quatre axes principaux :

1) Economique. Les dirigeants français tiennent à tout prix à maintenir leur indépendance énergétique. Le gaz pour l'Algérie, le pétrole au Gabon et plus tard





au Congo Brazzaville, et l'uranium au Gabon puis ensuite au Niger. La France créera, à cet effet, des complexes industriels pour mener à bien les pillages.

2) Financier. Le maintien du franc CFA, au départ appelé « franc des colonies françaises d'Afrique », dont le nom est désormais, pour l'Afrique de l'Ouest, le « franc de la communauté financière d'Afrique » et, pour l'Afrique Centrale, le « franc de la coopération financière d'Afrique centrale ». En termes clairs, l'ensemble de la politique monétaire des pays africains de la Zone CFA est géré directement par le ministère du budget français.

3) Militaire. La pérennité des bases de l'armée française, représentant trente mille hommes dans les années 1960, va décroître mais sera compensée par un quadrillage de conseillers à la défense.

commençaient à voir le jour contre les dictatures.

4) Diplomatique et politique. La France va conserver son poids d'empire dans le « concert des nations », pour reprendre l'expression consacrée, grâce aux voix acquises par ses anciennes colonies africaines et sa présence au Conseil de sécurité de l'ONU. La mise en place de la francophonie va lui permettre de légitimer son ingérence en Afrique. Enfin Foccart, en charge des affaires africaines et malgaches, va créer un véritable réseau de conseillers français des présidences africaines, lui permettant d'orienter les décisions des anciennes colonies.

Soyons honnêtes, deux éléments vont réellement changer pour les pays africains devenus indépendants : les couleurs du drapeau et l'hymne national.

La fin de la Deuxième Guerre mondiale ouvre l'ère de la guerre froide avec l'obsession de la lutte contre le communisme.

tenir la répression des mouvements populaires dans ces deux continents. Ce qui n'empêchera pas les USA d'agir en Afrique, comme au Congo dans l'assassinat de Patrice Lumumba⁷, tout comme la France participera au Plan Condor d'extermination de la gauche latino-américaine.

EVOLUTION ET MUTATION

Cette politique initiée à l'indépendance des pays africains va permettre aux grandes entreprises françaises d'engranger de formidables profits liés à leur situation de quasi monopole.

La politique africaine de la France va être différenciée selon les pays. En Côte d'Ivoire, Houphouët-Boigny a l'entière confiance de la France dans la gestion de son pays qui combine l'achat d'une paix sociale liée à l'exploitation du cacao et du café et la répression contre les oppositions. Cette confiance, le dirigeant ivoi-



Troupes françaises en Afrique : présence permanente, interventions récurrentes. DR.

Les accords de coopération militaire, dont certaines clauses resteront secrètes, prévoyaient explicitement une intervention contre les déstabilisations des pouvoirs en place. Etaient visées, en premier lieu, les mobilisations populaires qui

Au regard de la doctrine Monroe, qui fait de l'ensemble du continent américain la chasse gardée des Etats-Unis, la France va développer une politique identique pour l'Afrique. Cette division du travail entre France et USA va contribuer à main-

rien l'a aussi pour régler les conflits en Afrique de l'ouest, au profit de la France, tout comme le Gabonais Omar Bongo, ancien des services secrets français, le fera pour l'Afrique centrale. Pour d'autres pays c'est différent, ainsi en

Centrafrique c'est un colonel français, Jean-Claude Manton, qui gère le pays à la place du président Kolingba. Voilà ce qu'en dit le Congolais Sassou Nguesso: « Lui ne faisait même pas semblant de diriger. Quand nous, chefs d'Etats voisins, arrivions à l'aéroport, c'est un certain commandant français, Manton, qui se présentait en short et en chemisette, pour nous accueillir »,⁸

La Françafrique va connaître une évolution majeure avec la chute du mur de Berlin, qui ouvre une nouvelle période. Il devient difficile pour la France de célébrer les peuples qui retrouvent la liberté dans les pays de l'Est et de continuer à soutenir ouvertement les pires dictatures en Afrique. D'autant que ces dictatures ont fini de remplir leur rôle historique de rempart contre la menace communiste. L'impérialisme français va imposer un changement à tous les gouvernements africains lors du discours de Mitterrand à la Baule, en 1990. Cette réponse aux bouleversements historiques et aux mouvements de masses pour la démocratie en Afrique se fera via les conférences souveraines qui ne changeront pas radicalement les choses, si ce n'est l'instauration d'un espace de liberté, parfois précaire. Syndicats et partis politiques vont s'y engouffrer avec l'émergence de la société civile qui va, dans certains cas, jouer un rôle décisif dans les luttes sociales et politiques.

QUELLE POLITIQUE DE LA FRANCE EN AFRIQUE ?

On assiste depuis ce tournant des années 1990 à un profond changement de la politique française confrontée à deux éléments majeurs : une concurrence des pays émergents et une menace djihadiste.

Au niveau économique, il convient de souligner la volonté du gouvernement français de se tourner vers des pays africains anglophones dont le poids économique reste déterminant, comme l'Afrique du Sud, le Nigeria et, dans une moindre mesure, des pays d'Afrique de l'Est. En effet l'Afrique francophone « pèse d'un poids relativement faible, d'environ 240 milliards de dollars de PIB global pour une population inférieure à 300 millions d'habitants ».⁹ Pour certains groupes, comme Total, Bolloré, Orange ou Castel, l'Afrique reste un marché important : « en 2014, les exportations françaises vers l'Afrique subsaharienne dans son ensemble ont représenté 12 milliards d'euros, dont 7 milliards à destination des

pays francophones (...) et permettent de réaliser un excédent enviable d'un milliard d'euros sur l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, et, si l'on considère uniquement les pays francophones, de 4,5 milliards d'euros. »

Mais il faut relativiser ces chiffres, car l'Afrique ne représente que 1 % du commerce extérieur de la France, bien loin de ce qui existait dans les années 1970, et l'arrivée des pays comme la Chine ou l'Inde ont profondément modifié la donne : « la part de marché de la Chine en Afrique est passée de moins de 2 % en 1990 à plus de 16 % en 2011, tandis que celle de la France déclinait de 10,1 % en 2000 à 4,7 % en 2011. »

Cette mutation de la Françafrique n'est pas seulement perceptible par la réduction du poids économique de la France, elle l'est surtout par sa politique qui vise à libéraliser totalement le marché en Afrique via les Accords de partenariat économique (APE). A cela s'ajoute une financiarisation de l'économie qui fait des ravages sur le continent en termes de fuite des capitaux et d'évasion fiscale. « Le mouvement a pris des proportions inédites : l'Afrique aurait perdu près de 54 milliards de dollars par an en moyenne durant cette période (2001-2008), et même 90 milliards en 2007 et 2008. »¹⁰ A cela s'ajoute une corruption massive des élites, mise en lumière par les enquêtes judiciaires, longtemps entravées par les gouvernements français, sur les biens mal acquis des dictateurs africains.

Au niveau militaire, on assiste à une autonomisation de l'état-major militaire, qui est décrite ainsi par Laurent Bigot, ancien responsable de l'Afrique de l'ouest au Quai d'Orsay, lors de son audition par la mission parlementaire précédemment citée : « il y aurait aujourd'hui une surreprésentation des militaires dans la prise de décision sur les questions africaines, qui ont pris une place laissée vacante par les diplomates du Quai d'Orsay ou même de l'Élysée. L'état-major particulier du président de la République occupe aussi un espace sans cesse croissant et beaucoup de décisions sont prises par des acteurs hors la sphère diplomatique. »

Cette prise de pouvoir des militaires sur le politique a eu des conséquences catastrophiques, la pire étant certainement la participation de la France au génocide des Tutsis au Rwanda (avril 1994). Totalement impliqué dans le soutien au gouvernement Habyarimana,

l'état-major s'est approprié en quelque sorte cette guerre contre le FPR de Kagame au point de soutenir les pires extrémistes de la dictature rwandaise (ceci dit sans rien ôter aux terribles responsabilités de dirigeants tels que Mitterrand et Juppé). A tel point que la France a reçu difficilement l'aval des Nations Unies pour l'opération Turquoise.¹¹ Deux journalistes du Figaro, Isabelle Lasserre et Thierry Oberlé¹², mettent en lumière le poids de la hiérarchie militaire dans l'opération Serval au Mali. Une opération prévue dès 2009 sous le nom de code « Requin », qui sera plusieurs fois refusée par Nicolas Sarkozy et finalement acceptée par François Hollande. La continuité de cette politique est d'autant plus facilitée que François Hollande a gardé le chef d'état-major particulier de Sarkozy, Benoît Puga, un ancien directeur du Renseignement militaire.

COMPRENDRE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS EN AFRIQUE

Les interventions militaires de la France ne sont pas motivées fondamentalement par la préservation des intérêts économiques de la France. Certes, il peut y avoir des « avantages collatéraux », par exemple il est clair que les entreprises françaises sont particulièrement bien représentées dans la reconstruction de la Côte d'Ivoire. Il est clair aussi que l'intervention au Mali avait indubitablement un volet de sécurisation des investissements importants consentis par Areva pour l'exploitation de l'uranium au Niger voisin.

Mais les coûts des opérations extérieures (OPEX) s'élèvent à 1,25 milliard d'euros en 2013, 1,13 milliard en 2014. On est loin des 340 millions d'euros d'excédent commercial que la France réalise avec le Mali.¹³ L'exemple de la République Centrafricaine, où se déroule l'opération Sangaris, est encore plus significatif. Ce pays, au bord du gouffre, ne produit quasiment plus rien et ses seules richesses, l'extraction des diamants et la production de grumes, empruntent des voies maffieuses. De l'aveu du ministère des affaires étrangères : « les échanges commerciaux (55 millions de dollars) sont peu importants et les entreprises françaises peu nombreuses ».¹⁴

L'exemple du Tchad est tout aussi éclairant : voilà un pays exportateur



de pétrole où la France est intervenue à maintes reprises pour préserver les différents régimes en place. A tel point que l'opération militaire Epervier, déclenchée en février 1986 contre les troupes libyennes, est toujours en cours. La dernière intervention date de 2008 et visait à sauver la mise du

se fait. Croire qu'il y avait une opposition entre impérialisme US et français au Mali, ce qui a poussé certains à soutenir l'intervention française, est une erreur.¹⁵ Preuve en est l'opération Serval, objet des félicitations de l'administration américaine¹⁶, qui s'est transformée en opération Barkhane permettant ainsi à l'armée française d'intervenir sur toute la bande sahélo-saharienne, en faisant fi des fron-

pays avec des conséquences dramatiques et douloureuses pour la population. Difficile dans cette situation d'expliquer que la France n'y est pour rien. Cet exemple montre que la faiblesse d'une activité anti impérialiste en France laisse une totale liberté aux décideurs, notamment l'armée, pour continuer leur politique néfaste sans être réellement inquiétés. □



Au sommet France-Afrique de décembre 2013. DR.

dictateur Idriss Deby. Mais les interventions françaises ne sont pas liées au pétrole, puisque aucune entreprise française n'exploite l'or noir de ce pays. Les entreprises sont américaines (ExxonMobil et Chevron) et malaisienne (Petronas). En d'autres termes, l'intervention militaire française dans ce pays a pour but, non de préserver ses intérêts économiques, mais ceux des Etats-Unis !

La France continue de jouer son rôle, hier contre le communisme, à l'époque de la guerre froide, aujourd'hui contre les menaces djihadistes ou les soubresauts d'Etats faillis, pour préserver l'ordre mondial qui permet l'exploitation et le pillage des pays pauvres par les pays riches. Certes il y a des compétitions, des différences voire des divergences qui s'expriment entre les différents impérialismes au sujet de l'Afrique. Mais quand il s'agit d'assurer sa stabilité et de préserver l'Afrique utile pour le business, le consensus

tières de la Mauritanie, du Mali, du Burkina Faso et du Tchad, comme au temps des colonies.

Si la Françafrique fait officiellement consensus contre elle, les manifestations concrètes de sa politique sont peu ou pas combattues par les organisations de la gauche. Les interventions sont souvent justifiées par l'urgence humanitaire, par la solidarité au nom de « notre histoire commune » qui permet d'exonérer la politique française en Afrique, pourtant cause principale des crises qui frappent durement ce continent. Dans l'urgence, les principaux partis de gauche acceptent les interventions militaires en Afrique au motif de sauver les vies, sans jamais se poser la question du pourquoi nous en sommes arrivés là.

Le cas de la Centrafrique est à cet égard significatif : huit interventions militaires, un soutien à tous les gouvernements, avec parfois une gestion directe du pays pendant plus d'une décennie et, au final, le naufrage d'un

1 <https://blogs.mediapart.fr/nils-andersson/blog/210714/ces-indigenes-morts-pour-la-france>

2 Acte final de la conférence de Brazzaville janvier/février 1944

3 <http://www.afriquesenlutte.org/afrique-australe/madagascar/article/il-y-a-65-ans-l-insurrection-de>

4 http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/02/06/l-ombre-d-houphouet-boigny-plane-toujours-sur-la-cote-d-ivoire_4571219_3212.html

5 Appellation qui désigne soit des personnes métisses, soit des Africains vivant à l'occidentale, occupant le plus souvent des postes dans l'administration coloniale.

6 Pierre-Michel Durand, *L'Afrique et les relations franco-américaines des années soixante*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2007 p307

7 <http://survie.org/billets-d-afrique/2014/232-fevrier-2014/article/les-usa-assassinent-lumumba-et-4626>

8 <http://www.parismatch.com/Actu/International/On-s-en-prend-a-l-Afrique-parce-qu-elle-est-faible-540903>

9 L'ensemble des données chiffrées de ce paragraphe vient du projet de rapport de la commission de l'Assemblée Nationale intitulé « Sur la stabilité et le développement de l'Afrique francophone ».

10 http://www.alternatives-economiques.fr/afrique--capitaux-en-fuite_fr_art_946_50180.html

11 Cinq membres du Conseil de Sécurité se sont abstenus : la Chine, le Nigéria, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan et le Brésil.

12 Isabelle Lasserre et Thierry Oberlé, « Notre guerre secrète au Mali » (Fayard).

13 <https://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/mali>

14 <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/republique-centrafricaine/la-france-et-la-republique-centrafricaine/>

15 <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/republique-centrafricaine/la-france-et-la-republique-centrafricaine/>

16 http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/02/14/les-etats-unis-felicitent-la-france-pour-leur-intervention-au-mali_1833059_3212.html

Le déploiement international du nouvel impérialisme chinois

PAR PIERRE ROUSSET

Sur tous les plans – économique, diplomatique, militaire, influence régionale ou globale... – le déploiement international du nouvel impérialisme chinois a été ces dernières années très rapide. Certes, en bien des domaines, il partait de très bas et ce déploiement reste inégal.

Le chemin pour consolider sa position dans le monde s'avère toujours semé d'embûches, depuis la riposte de Washington jusqu'aux fragilités internes et au risque de crise de leadership. Le statut de superpuissance unique des Etats-Unis n'est pas remis en cause. Il n'empêche que sur le terrain, l'initiative revient souvent à Pékin et que la Chine est devenue la deuxième puissance mondiale. Ce n'est pas rien !

UNE RUPTURE AVEC LE PASSÉ

Comme en bien d'autres domaines, la politique étrangère du Parti communiste chinois (PCC) marque une rupture radicale avec le passé : le régime affiche aujourd'hui une ambition planétaire de grande puissance et un expansionnisme assumé, à l'encontre d'une posture « stratégique » avant tout défensive durant l'époque maoïste.

Au lendemain de la proclamation de la République populaire (octobre 1949), la direction maoïste voulait se consacrer à la consolidation du nouveau régime et à la reconstruction d'un pays dévasté par la guerre. Elle n'en a pas eu le loisir, devant intervenir à son corps défendant dans la guerre de Corée (1950-1953) et réussissant à repousser sur le 38^e parallèle l'armée étatsunienne. Pour « contenir et refouler » la révolution chinoise, Washington a établi une « ceinture de sécurité » plus vaste encore qu'à la frontière orientale de l'Europe. Ce dispositif existe pour l'essentiel encore : bases US en Corée du Sud, au Japon (Okinawa), aux Philippines (aujourd'hui un « droit de visite permanent » dans les ports de l'archipel), VII^e Flotte en mer de Chine...

Le régime du Guomindang à Taïwan siège alors au Conseil de sécurité de l'ONU comme seul représentant de toute la Chine. Les Etats-Unis prennent le relais des Français au Vietnam. Ils soutiennent le coup d'Etat de Suharto en Indonésie et le

bain de sang anticomuniste qui suit (1965). Ils inspirent la contre-insurrection en Malaisie, puis aux Philippines et en Thaïlande.

Pékin réagit en aidant la guerre au Vietnam contre l'occupation française, en apportant un soutien mesuré aux guérillas maoïstes dans la région (Thaïlande, Malaisie), en engageant une vaste opération de « désenclavement diplomatique » ayant pour figure de proue Zhou Enlai, avec la participation à la conférence de Bandung en Indonésie (1955) qui impulse le Mouvement des non-alignés.

Le conflit sino-soviétique prend forme dès le début des années soixante. Lors de la guerre frontalière entre la Chine et l'Inde (1963), Moscou soutient New Delhi. Khrouchtchev négocie un accord nucléaire avec les États-Unis sans y associer Pékin. La direction chinoise opère alors un tournant radical en matière de politique internationale. L'URSS devient « l'ennemi principal ». Des combats opposent en 1969 les deux pays sur l'Oussouri, fleuve frontalier.

La direction chinoise renoue avec Washington. Dès 1971, Pékin remplace Taïwan au Conseil de sécurité de l'ONU. L'année suivante, Nixon se rend à Pékin, en pleine escalade militaire en Indochine – le PCC « conseille » alors aux Vietnamiens de ne plus viser la victoire, mais de rechercher un compromis de partition de type Corée ou Allemagne. Une alliance idéologiquement contre-nature se noue entre les Khmers rouges au Cambodge, la Chine et Washington, qui débouche sur la guerre sino-vietnamienne de 1978-79. Cette dernière année, la Chine et les États-Unis annoncent la reprise des relations diplomatiques officielles.

Trente ans après la conquête du pouvoir, Deng Xiaoping, véritable revenant, peut préparer les « réformes » qui vont conduire à la reconstitution d'un capitalisme chinois. Le pays a déjà, sur le plan interna-

tional, des attributs de grande puissance : détenteur officiel de l'arme nucléaire, il est membre permanent du Conseil de sécurité avec droit de veto. Pékin a aussi une obsession – trait de continuité avec la période maoïste : se prémunir contre tout enclavement. Cela peut paraître bizarre quand on parle d'un pays continent de la taille de la Chine ; pourtant, sa frontière terrestre peut-être fermée par une alliance russo-indienne, ainsi que son accès à l'océan par un chapelet d'archipels dans une zone maritime sous hégémonie US.

L'insertion rapide de la Chine dans l'économie mondiale n'est pas sans danger. Les conditions d'admission à l'OMC sont particulièrement favorables aux transnationales et le régime doit reprendre en main l'économie, au début des années 2000, pour éviter une « néocolonisation » interne du pays. Les rapports avec Washington restent tendus, comme l'atteste le bombardement en 1999 de l'ambassade de Chine à Belgrade, lors de la crise yougoslave.

Nouvelle puissance capitaliste, soit la Chine accède au rang d'impérialisme, soit elle retombe dans un statut subordonné qui peut mettre en cause jusqu'à son unité, autre obsession du régime chinois depuis 1949, le pays ayant vécu le dépeçage par les concessions impérialistes après les guerres de l'Opium, puis le règne des Seigneurs de la guerre.

LA NOUVELLE DOCTRINE MILITAIRE

Toute grande puissance doit être une puissance militaire, en particulier tout nouvel impérialisme. Elle doit pouvoir protéger elle-même ses intérêts dans le monde, notamment ses voies de communication. La doctrine chinoise a donc profondément changé. Sous Mao, la clé était l'armée de terre, combinée avec l'immensité du terri-





toire : qui envahirait la Chine s'y perdrait. Sous Xi Jinping, actuel président et homme fort du régime, la clé est devenue la Navale. C'est elle qui permet de se projeter bien au-delà de ses frontières.

En matière militaire, le jeu d'échecs interimpérialiste se joue pour une grande partie sur les océans. La nouvelle doctrine chinoise a été officialisée avec la parution, le 26 mai 2015, d'un Livre blanc consacré à la stratégie militaire et selon lequel « la sécurité de(s) intérêts outremer [de la Chine] dans l'énergie et les ressources, les voies maritimes stratégiques, ainsi que des institutions, du personnel et des actifs présents à l'étranger, est devenue une préoccupation majeure (...) Avec l'expansion des intérêts nationaux chinois, la sécurité nationale est devenue plus vulnérable aux tumultes régionaux et internationaux, le terrorisme, la piraterie, enfin, les désastres naturels et les épidémies majeures ». Pour un expert du SIPRI : « les affaires maritimes dans la région et la protection des intérêts extrarégionaux d'une Chine globalisée, se combinent dans la construction de la puissance navale

chinoise (...) Le changement de ton est évident par rapport au dernier Livre blanc, qui mettait l'accent sur la coopération internationale de l'APL [armée populaire de libération] au sein de missions multilatérales. »

La direction chinoise ne fait plus mystère de ses ambitions. Le 3 septembre dernier (pour l'anniversaire de la capitulation du Japon en 1945), le régime a organisé une inhabituelle grande parade militaire, dans le style soviétique ou français, pour faire étalage de sa puissance, provoquant l'inquiétude des pays voisins.

La reconversion des forces armées chinoises demande du temps. Elle est loin d'être achevée. Mais les avancées sont considérables. La Chine est devenue la deuxième puissance militaire au monde (loin derrière les Etats-Unis). Alors qu'elle possède déjà un porte-avions acheté à la Russie, elle en construit un second, ce qui lui permettra d'assurer la continuité de service et aussi d'en envoyer un sur un théâtre d'opération extérieur en gardant l'autre au large de ses côtes. La Chine ne maîtrise toujours pas le système de catapulte, utilisant la technique du pont incliné. En revanche, elle développe un programme de missile balistique antinavire

d'une catégorie unique au monde : le DF-21D (pour Dongfeng, ou « vent d'est »). Cependant, concernant le matériel aussi bien que les troupes, le talon d'Achille chinois est qu'ils ne sont pas testés dans des conflits réels. La Chine n'a pas l'expérience de la guerre depuis l'invasion du Vietnam en 1978-79. Côté chinois, il s'agissait encore d'une stratégie « à l'ancienne », par vagues d'assaut massives. Les troupes chinoises sont actuellement intégrées à de nombreuses interventions de l'ONU, en Afrique notamment, où elles peuvent accumuler une certaine expérience. Elles participent à des opérations conjointes contre la piraterie. Elles gagnent maintenant une indépendance opérationnelle, menant notamment d'importantes opérations d'évacuation de ses ressortissants en Libye (2011) et au Yémen (2015). Ses navires de guerre cinglent dans le Golfe d'Aden et au large des côtes orientales de l'Afrique. On parle beaucoup de l'installation à Djibouti d'une première base militaire outremer. Mais en fait, Walvis Bay semble être le projet le plus avancé dans la région ; à savoir la construction d'un port chinois sur les côtes namibiennes d'où il est possible de contrôler les principales routes du



Forte aujourd'hui de près de 500 navires, la marine de guerre chinoise connaît un développement fulgurant, DR.

commerce international (*Le Monde*, 6 avril 2015). La Chine possède déjà sur place un système de « tracking » (collecte de données) par satellite – et ce n'est pas le seul ! Plus généralement, Pékin multiplie les accords qui autorisent ses forces à utiliser les installations portuaires dans un nombre croissant de pays, et achète aussi un nombre croissant de ports dans le monde, comme Le Pirée en Grèce.

DANS ET HORS LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

La Chine est devenue un acteur diplomatique de tout premier plan, ainsi que les négociations climatiques l'ont illustré, ou celles en cours en Afghanistan. Devenue la deuxième économie du monde, elle pèse de plus en plus dans les institutions internationales. Elle a adhéré au Centre de développement de l'OCDE. Sa monnaie, le yuan (renminbi) fait désormais partie du panier de devises composant le système des droits de tirages spéciaux (DTS) du FMI.

Simultanément, Pékin déploie ses propres institutions financières internationales. Depuis son lancement en 2014, la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (Asian Infrastructure Investment Bank, ou AIIB) a été rejointe par de nombreux pays avancés et émergents (France, Grande-Bretagne, Russie, Brésil, Danemark...), au grand dam des Etats-Unis. C'est explicitement une alternative à la Banque asiatique de développement sous direction nippo-américaine et un défi lancé au système financier fondé après la Deuxième Guerre mondiale.

La direction chinoise initie de très grands projets, en particulier deux « nouvelles routes de la soie », l'une continentale en direction de l'Asie centrale (ex-républiques musulmanes d'URSS), l'autre maritime. Outre le transport de marchandises, il s'agit de constituer de véritables corridors d'investissements avec, notamment, en ligne de mire le Kazakhstan – donc la zone d'influence traditionnelle de la Russie. Un nouveau front de la bataille de l'énergie (pétrole, gaz...) est engagé. La Chine force l'entrée de tous les clubs traditionnellement contrôlés par quelques impérialismes traditionnels ou la Russie : le nucléaire, l'aviation civile et militaire, la vente d'armements, l'espace (Pékin annonce le projet inédit de poser un engin sur la face cachée de la Lune). Elle s'impose dans la production de panneaux photovoltaïques, prend le contrôle d'un fabricant de machines-outils allemand, achète terres et mines dans le

monde entier.

Ily a encore des régions où Pékin n'avance ses pions que très prudemment, à commencer par le Moyen-Orient. Le président Xi Jinping vient d'y effectuer un voyage qui s'est voulu strictement d'affaires en Egypte, Iran, Arabie saoudite... Il s'agit de renforcer la présence chinoise dans des pays en conflit les uns avec les autres, dans une géopolitique de guerre instable où la Chine ne peut à l'heure actuelle jouer sa partie. Les rapports avec la Russie sont aussi complexes, entre alliance face aux Etats-Unis et rivalité, ainsi qu'avec l'Inde, gendarme de l'Asie du Sud. En revanche, en Europe occidentale, Afrique, Amérique latine, les capitaux chinois s'implantent activement. La pénétration chinoise est particulièrement intense dans sa zone d'influence immédiate, en Asie du sud-est. Mais c'est là aussi que la contre-offensive de Washington prend forme, y compris sur le plan militaire.

LA CONTRE-OFFENSIVE US

Pour la première fois depuis 2012, le 26 octobre dernier, des navires de guerre US ont pénétré au sein de l'archipel des Spratleys, dans la zone des douze miles marins autour d'îlots créés par Pékin. Cet archipel est revendiqué par les Philippines, la Malaise, le Vietnam, Brunei et la Chine. Appliquant la politique du fait accompli, cette dernière a construit, à partir de 2014, des îles artificielles en utilisant des bateaux pompant les sédiments. Des installations et pistes d'atterrissage sont en train d'être établies dans l'archipel, comme en d'autres « points chauds » de l'espace maritime qui s'étend du sud-est au nord-est de l'Asie. Après avoir été pris de court par les initiatives chinoises, Washington semble donc décidé de commencer à réagir. L'enjeu est considérable. Ce couloir maritime est l'un des plus fréquentés du monde, utilisé notamment pour les transports pétroliers entre le Moyen-Orient et le Japon. Pékin revendique sa souveraineté sur l'essentiel de cette zone stratégique, considérée par les autres pays comme un espace de libre circulation internationale, par mer ou par air. L'impérialisme étatsunien doit réaffirmer sa présence, alors que ses deux alliés les plus proches dans la région se trouvent en première ligne de conflits territoriaux aigus : le Japon, dont le Premier ministre Abe accélère la militarisation, et les Philippines, qui fut l'une des rares colonies directes des Etats-Unis (les liens restent très étroits entre classes

dominantes de ces deux pays).

Les principales bases militaires US se trouvent aujourd'hui au Japon (Okinawa) et en Corée du Sud. Or, ce dernier pays est aujourd'hui courtisé par Pékin, dont l'influence économique grandit. En témoigne la présence à Pékin de la présidente sud-coréenne, Park Geun-hie, lors de la grande parade militaire du 3 septembre 2015, alors que Tokyo, Washington, la plupart des capitales européennes et une bonne partie des pays d'Asie du sud-est, absents ou ostensiblement sous-représentés, boudaient l'événement.

Washington n'a eu de cesse d'annoncer depuis plusieurs années son « recentrage » sur la zone Asie-Pacifique. Plus facile à dire qu'à faire, alors que ses forces doivent aussi rester déployées au Moyen-Orient, où elles s'enlisent, et en Afrique. Mais des échéances politiques s'imposent, comme la réunion du sommet de l'Association des nations du sud-est asiatique (Asean) et du forum annuel de la Coopération économique en Asie-Pacifique (APEC). Nous entrons probablement dans une étape nouvelle du face à face sino-étatsunien.

LA CRISE DU MONDE CHINOIS

Pékin a récemment subi une série de revers politiques, en particulier dans le « monde chinois ». La récente défaite du Guomindang à l'élection présidentielle de Taiwan et la victoire d'une indépendantiste, Tsai Ing-wen, représentent un véritable camouflet, même si cette dernière ne veut pas modifier le statut formel de l'Etat insulaire. Face à l'emprise du PCC, l'opposition démocratique à Hongkong ne désarme pas. En outre, des sentiments xénophobes contre les « migrants » venus de Chine continentale se développent dans la population. A force d'autoritarisme, le régime finit par miner l'un de ses principes fondamentaux : l'existence « d'une seule Chine ».

A ces revers, s'ajoute la crise économique et financière en Chine continentale. Elle peut affecter l'ampleur des moyens mis à la disposition des ambitions impérialistes du PCC, mais probablement pas les modifier. Au contraire, le nationalisme de grande puissance reste le principal ciment idéologique du pouvoir et l'ennemi extérieur le meilleur dérivatif aux difficultés intérieures, l'accusation d'activités portant « atteinte à la sécurité nationale » offrant l'une des principales justifications d'une répression qui ne cesse de s'aggraver. □

Impérialisme et mondialisation

PAR YANN CÉZARD

« Le péril jaune qui menace l'Europe peut donc se définir de la manière suivante : rupture violente de l'équilibre international sur lequel le régime social des grandes nations industrielles de l'Europe est actuellement établi, rupture provoquée par la brusque concurrence, anormale et illimitée d'un immense pays nouveau ». L'économiste Edmond Théry exprimait ainsi son effroi dans son livre « Le Péril jaune »... en 1901.

Le monde a bien changé depuis, le fantôme demeure. Sauf qu'à l'époque, la Chine était la proie des impérialismes rivaux. Elle est maintenant « l'atelier du monde ». La « première mondialisation » capitaliste voyait le triomphe de l'Occident. Celle d'aujourd'hui verrait-elle son déclin ? Peut-on même encore parler d'impérialisme ? Une confusion extrême, politiquement délétère, règne aujourd'hui dans les consciences.

La pire des méthodes est la myope, isolant tel ou tel fait d'une vision nette de l'ensemble. C'est une facilité qui permet aux uns de s'extasier sur la fin de l'impérialisme (et pourquoi pas un « impérialisme à l'envers » : la Chine n'inonde-t-elle pas l'Occident de produits industriels ?), aux autres d'affirmer la persistance, à l'identique, de l'impérialisme décrit par Lénine en 1916 (l'Occident ne cesse-t-il pas en permanence d'intervenir militairement aux quatre coins de la planète ?). Alors mieux vaut aller tout droit à l'essentiel : puisque l'impérialisme de la « Belle époque » était la forme que prenait alors la mondialisation capitaliste, quel est l'impérialisme de « notre mondialisation » ?

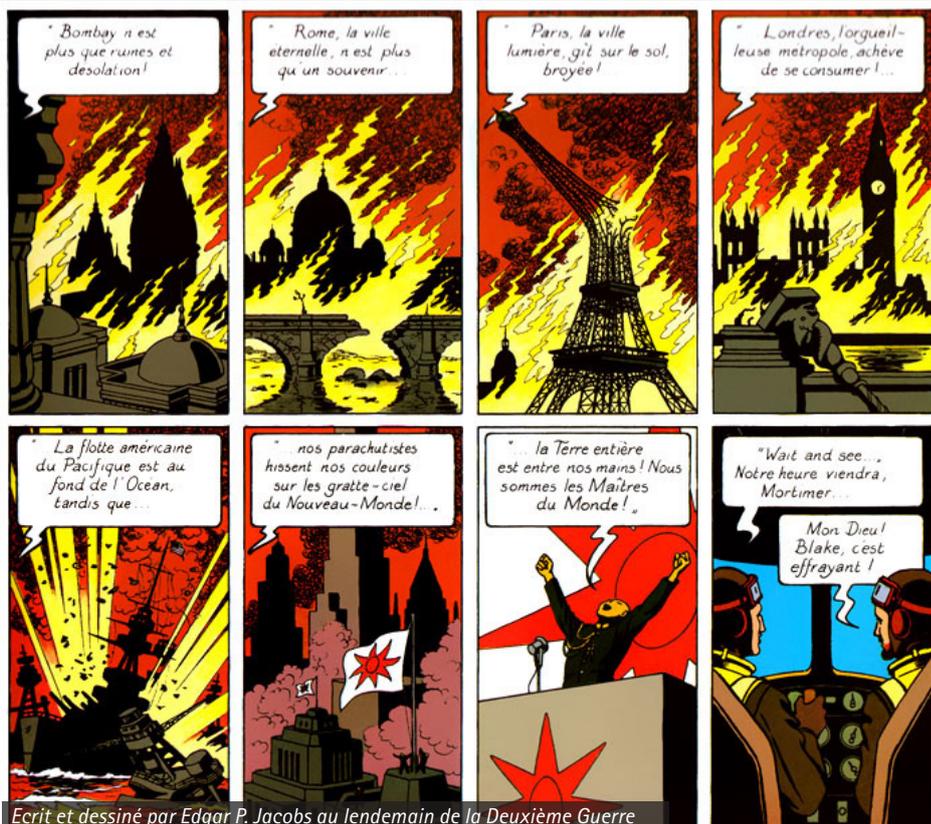
D'UNE MONDIALISATION À L'AUTRE

L'économie capitaliste connut une première vague d'internationalisation à la fin du 19^e siècle. Après la Première Guerre mondiale, les relations économiques internationales se disloquèrent durablement, et la reprise de l'internationalisation fut assez lente après 1945. L'importance du commerce extérieur dans le PIB mondial ne rattrapa qu'en 1973 le niveau de 1913 ! Puis les choses s'amplifièrent à vive allure.

Mais ce que nous vivons depuis trente ans n'est pas un simple retour à la mondialisation de 1900, juste à un niveau plus élevé. Le processus est différent. Il y a un peu plus d'un siècle, l'Europe industrialisée se mit à exporter massivement des capitaux, d'un côté vers des « nouveaux pays européens » (Etats-Unis, Canada...), d'un autre vers des colonies ou semi-colonies. Dans les premiers l'Europe exportait aussi ses hommes (60 millions d'Européens quittèrent le « vieux continent » au 19^e siècle) et, avec eux, les relations capitalistes les plus avancées. Mais dans les autres, agraires et pauvres, il s'agissait surtout de construire des infrastructures pour en piller les ressources na-

tuelles, d'inonder leurs marchés des produits industriels occidentaux (ou japonais), ou de piéger leurs Etats dans des dettes infinies.

Les pays sous tutelle, étranglés financièrement, étaient invités à entrer dans le jeu « gagnant-gagnant » du libre-échange avec la métropole coloniale. L'Inde le paya cher. Son artisanat textile fut dévasté par la concurrence des manufactures anglaises, et le pays, loin de s'industrialiser, fut « incité » à se spécialiser dans ses « avantages comparatifs », par exemple à produire de l'opium à échanger contre le thé chinois, pour le plus grand malheur de ces deux peuples et le bénéfice de la City. L'écart de revenu moyen entre



Écrit et dessiné par Edgar P. Jacobs au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, *Le Secret de l'espion* a pour thème central « le péril jaune ». DR.

l'Inde et l'Angleterre, de 1 à 2 en 1820, serait passé de 1 à 4 à la fin du 19^e siècle. On comprend pourquoi les pays qui conquièrent (réellement) leur indépendance après 1945 se hâtèrent souvent de fermer leurs frontières pour y lancer leur propre processus d'industrialisation ! Mais ce fut largement un échec. En proie à une forme de stagnation, alors même que les grands pôles de l'économie capitaliste mondiale (Europe, Etats-Unis, Japon) mais aussi les « tigres asiatiques » connaissaient une forte croissance pendant plus de deux décennies, les gouvernements des pays pauvres, de la mort de Mao jusqu'à la chute du mur de Berlin, retournèrent presque tous à la grande table du marché mondial. Le capitalisme mondial put se réapproprié rapidement des régions immenses du globe, alors même que ses capitalistes étaient de plus en plus anxieux de trouver des placements ailleurs que dans leurs économies qui perdaient le souffle des Trente Glorieuses, et cherchaient à internationaliser toujours plus leurs affaires. Ces gouvernements étaient sans doute aux abois. Ou très désireux de nouer de juteuses affaires avec les multinationales sur le dos de leurs peuples. Mais c'est aussi que le capitalisme et les gouvernements des pays riches avaient autre chose à offrir à certains que la spécialisation dans la banane et les meubles en bambou, ou la prédation financière pure et simple.

UNE MONDIALISATION « PRODUCTIVE »

Une véritable *offensive politique* (« néolibérale ») de certains gouvernements (Reagan, Thatcher...) au tournant des années 1980 s'est combinée avec un faisceau de stratégies de différents acteurs du capitalisme, pour changer radicalement le monde en deux décennies. La globalisation financière a permis aux capitaux de circuler (presque) partout et a, de fait, mis en concurrence les travailleurs, les Etats et les systèmes sociaux de toute la planète.

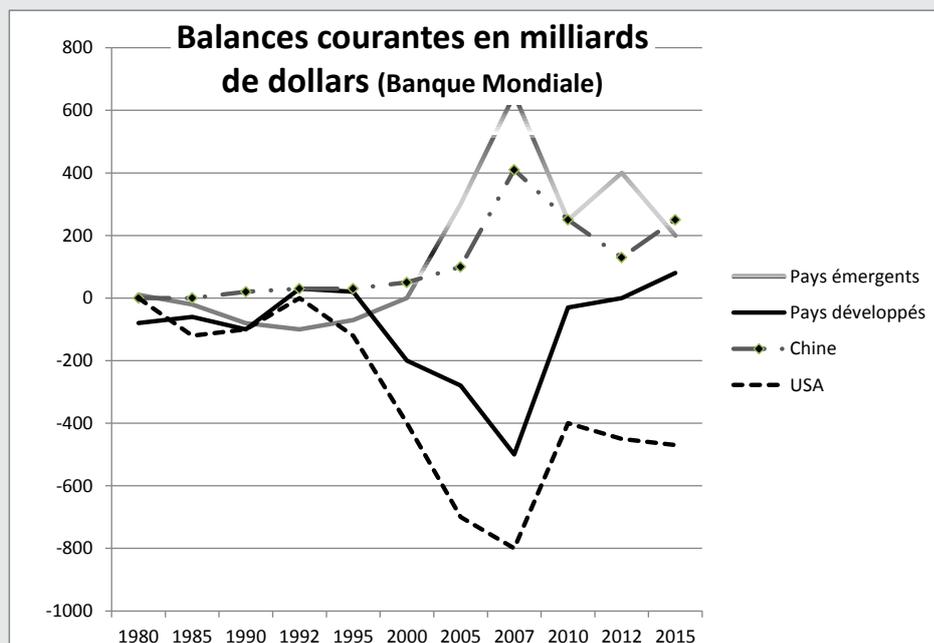
Les multinationales, adossées à cette liberté retrouvée du capital financier, ont investi massivement dans quelques pays assez grands pour apparaître comme de futurs marchés alléchants et assez pauvres pour offrir une main d'œuvre pas chère (le Mexique, la Chine). Elles ont « segmenté » au niveau mondial leurs chaînes de produc-

tion, pour profiter au mieux des avantages de chaque type de pays (bas salaires en Chine, composants intermédiaires à Taiwan, recherche aux Etats-Unis par exemple). Cette nouvelle division mondiale du travail ne fut possible que parce que les pays riches ont ouvert leurs frontières, incitant leurs multinationales à déplacer leurs capacités de production et le capital national de certains pays pauvres à s'orienter vers des industries d'exportation.¹ L'industrie mondiale a massivement basculé des pays de l'OCDE vers les grands pays émergents, Chine en tête. Pendant des décennies, les « émergents » connurent des taux de croissance plus élevés que ceux des pays développés. Selon le FMI, la part dans le PIB mondial des « BRIC » (Brésil, Russie, Inde et Chine) est ainsi passée, en dollars, de 5 à 21 % entre 1992 et 2013 (Etats-Unis, de 27 à 23 %, Union européenne, de 33 à 23 %). Au profit de qui ? La bourgeoisie-bureaucratie chinoise a fort bien tiré les

nombre de ces pays émergents. Avec, dans la balance, toutes les horreurs du capitalisme, l'exploitation forcenée des travailleurs, des inégalités stupéfiantes, le saccage de l'environnement, puisque l'Occident et le Japon ont délocalisé en grande partie, avec leurs usines, leur pot d'échappement.

LA CHINAMÉRIQUE

Nous ne sommes donc plus à l'époque de l'impérialisme tel que le décrivaient Lénine ou Luxemburg. Les pays les plus développés ne sont plus forcément exportateurs de marchandises ni même de capitaux, mais souvent importateurs nets. L'exemple le plus étonnant, qui plus est le cœur de l'économie mondiale, c'est la « Chinamérique » : les biens de consommation manufacturés en Chine qui se déversent sur le marché des Etats-Unis en creusent les déficits, que la banque centrale chinoise contribue largement à financer... en achetant des bons du trésor de l'Etat américain.



marrons du feu, d'autres aussi. De Rio à Shanghai, nous sommes loin des bourgeoisies « compradores » du temps des colonies, ces pâles intermédiaires de l'exploitation de leurs compatriotes par les capitalistes occidentaux ou japonais, qui leur lâchaient au passage une commission.

Mais plus largement, des centaines de millions d'êtres humains se sont vus offrir des perspectives nouvelles grâce à cette industrialisation, la plus impétueuse de l'histoire. La pauvreté a reculé, et de beaucoup, dans un certain

Le graphique ci-dessus offre une trace de ce couple déroutant².

Si on envisageait l'impérialisme comme étant forcément un mécanisme de prédation des pays agraires par des puissances capitalistes industrialisées, à travers l'exportation des marchandises puis des capitaux du « nord » vers le « sud » (critère central de l'impérialisme moderne pour Lénine !), on n'y



comprendrait plus rien...

LE RÈGNE DES MULTINATIONALES...

Sauf que ce sont les multinationales des pays développés qui ont été les grandes ordonnatrices de cette nouvelle mondialisation. Elles ont organisé la production internationale pour maximiser leurs profits, trouver une main d'œuvre moins chère ici, payer moins d'impôts là, bénéficier des personnels les plus qualifiés et des technologies les plus avancées ailleurs... A cet égard il est intéressant de calculer les bénéfices du commerce international en termes de *valeur ajoutée*. Les Etats-Unis, qui importent tous leurs iPhones de Chine, affichaient en 2009 un

sociaux dans les pays riches comme dans les pays pauvres.

Nous vivons plus que jamais à l'ère des grands oligopoles, même si par ailleurs ils se livrent une concurrence toujours renouvelée. Toutes les multinationales cherchent à prendre des positions dominantes, pour empêcher l'irruption de nouveaux concurrents. Par les économies d'échelle, la spécialisation des différentes étapes de la production, la conquête de rentes de situation : les rentes technologiques, les titres de propriété intellectuelle, les monopoles symboliques. Et symboles justement du principe monopolistique « *the winner takes it all* » (comme on dit au Poker), Google, Nike ou Barbie : cheveux synthétiques japonais, plastique philippin, assemblage indonésien... et triste sym-

service non des seules multinationales, mais aussi de la dynamique générale de « leur » capitalisme dans son ensemble, au service de tous les détenteurs de fortunes et de tous les patrons. Même ceux qui possèdent des salons de coiffure ou des garages. Or les importations massives de biens à bas prix, en rayonnage chez Wal-Mart, permettent de contenir le salaire des travailleurs américains, d'y faire baisser le « coût du travail », de relever le taux d'exploitation « sur son propre sol ». Les déficits de l'Etat américain s'y ajoutent pour dynamiser la consommation domestique et l'activité économique. Les Etats-Unis étant l'exemple le plus abouti de ce qui s'est passé dans tout le monde développé.

Si nous nous sommes éloignés de l'impérialisme de l'époque de Lénine, parce que l'impérialisme a changé de formes (et parfois les flux de sens), nous sommes bien plus loin encore d'un monde « plat », sans nations dominantes et dominées, sans exploitation des populations des pays pauvres par le capital des pays riches, sans grands oligopoles dominant l'économie mondiale.

Nous devons sans doute faire aussi nos adieux à un certain « tiers-mondisme », qui eut son heure de gloire quand il y avait encore un « tiers-monde », un ensemble de pays (la majorité de l'humanité) qui n'était ni le bloc soviétique industrialisé ni le bloc capitaliste développé. Ce courant d'idées eut le mérite, rejoignant en cela les divers courants du marxisme après 1945, de dénoncer le pillage et l'oppression des peuples des pays pauvres par le capital des pays riches.

Mais par « tiers-mondiste » on avait aussi pris l'habitude, dans les années 1960 et 1970, de désigner non seulement une solidarité, mais aussi l'opinion que des pays actuellement pauvres ne pourraient jamais se « développer » dans un cadre capitaliste, que seule la révolution socialiste pourrait les sortir de leur extrême pauvreté, et chambouler la hiérarchie des puissances. L'émergence (sans doute chaotique) de gigantesques pays, qui s'accompagne encore une fois de toutes les horreurs du capitalisme « en développement », l'avènement de la Chine (capitaliste) comme « grande puissance (politique et économique) pauvre », amène à relativiser ces pronostics... Quant à l'idée que les ouvriers du nord auraient été tellement bénéficiaires de l'exploitation des prolétaires du sud, qu'ils ne pouvaient décidément plus être la « classe révolutionnaire » espérée, on voit bien aujourd'hui que même



Extrait de la série de Martha Rosler, « House Beautiful : Bringing the War Home ». DR.

déficit commercial de 1,9 milliard de dollars à l'égard de la Chine, mais de seulement 73 millions en valeur ajoutée (contre 680 millions à l'égard du Japon et 300 à l'égard de l'Allemagne !). Les profits allant finalement, d'abord et surtout, à des actionnaires américains. Quant à la paire de Nike vendue 75 dollars aux Etats-Unis, ne rapporte-t-elle pas 3 dollars en moyenne aux ouvriers indonésiens qui la produisent ? Cette mondialisation est enfin un levier formidable pour faire pression, en les mettant en concurrence, sur les Etats et les systèmes

bole américain, la blonde plastique.

... ET LA POLITIQUE DES ETATS

Or les Etats développés, eux aussi donc mis « sous pression », ont soutenu avec enthousiasme ce processus d'ouverture des frontières pour les marchandises et les capitaux. Il ne se serait jamais fait sans eux. Normal, l'un des traits majeurs de l'impérialisme depuis le début du 20^e siècle, pour les marxistes, n'est-il pas l'union des « élites » politiques avec les trusts industriels et financiers ?

Mais il faut voir plus loin : les gouvernements occidentaux et japonais sont au

si les prolétaires occidentaux peuvent jouir d'un cacao et de textiles moins chers « grâce » à l'oppression du tiers-monde, les mécanismes de la mondialisation actuelle servent tout de même à faire baisser leurs salaires et à les exploiter encore davantage, eux aussi.

A l'inverse, saluons la solidarité des bourgeoisies de (presque) tous les pays. Cette entente est certes relative, mais plus pacifique qu'au temps des colonies. Ils se concurrencent et s'affrontent, mais ne se font plus la guerre pour les ressources et les marchés. Et toutes les grandes fortunes, même (surtout parfois) de pays économiquement marginalisés, partagent plus ou moins le grand pot commun de la finance globalisée.

UN MONDE INSTABLE ET VIOLENT

La coexistence (relativement) pacifique des puissances capitalistes n'empêche pourtant pas le monde capitaliste d'être instable. Car dans son libre jeu le capitalisme réduit à la misère des régions entières, engendre une crise écologique majeure, et il n'harmonise pas les économies et les conditions d'existence. Il les polarise. Le revenu moyen de nombreux Asiatiques a très partiellement rattrapé celui de l'Occident mais des milliards d'hommes vivent désormais dans des bidonvilles, les pays les plus pauvres sont encore plus pauvres, et partout les inégalités explosent. Le capitalisme reste une grande centrifugeuse.

D'autant plus que la mondialisation actuelle est profondément ambivalente. Elle a mélangé du très nouveau (le basculement de l'industrie mondiale) et du très ancien, car la prédation impérialiste « ancien style » n'a absolument pas disparu. Le piège de la dette continue d'étrangler des peuples entiers. Nombre d'Etats (et leurs castes dirigeantes criminelles) ont accepté les plans d'ajustement structurel du FMI, vendu leurs entreprises nationales au rabais et livré leurs ressources naturelles à des multinationales étrangères. Ces différentes formes de spoliation ont ravagé des dizaines de pays (les années 1980 furent la « décennie perdue » en Amérique latine, une épidémie d'« Etats faillis » et de guerres civiles continue de balayer l'Afrique) avant... de revenir frapper la « périphérie » de l'Europe elle-même.

Le libre-échange a réduit à la misère des centaines de millions de paysans des pays les plus pauvres de la planète. La « chance » du marché mondial s'est maintes fois transformée en tragédie. En 2008, il y eut une telle flambée des prix

agricoles sur un marché devenu mondial que les populations des grandes villes africaines ne pouvaient plus acheter leur riz thaïlandais ou américain, alors que les producteurs de céréales locaux avaient depuis longtemps été exclus du marché des villes par la concurrence des grains des pays les plus concurrentiels (ou les plus subventionnés).

Concurrences exacerbées, inégalités monstrueuses, « trous d'air » géopolitiques, crises encore à venir... Comment gouverner ce grand désordre mondial ?

BESOIN D'ETAT, ENVIE DE DROIT

D'abord, les Etats comptent plus que jamais. Ils sont le bras armé des intérêts de leurs capitalistes, et, pour les plus riches et les plus forts, les garants de l'ordre financier indispensable au capitalisme. La crise de 2008 l'a encore rappelé. C'est vrai aussi des Etats des pays émergents. Ce ne sont pas les Etats faibles et livrés à tous les vents du libéralisme qui ont pu le mieux s'insérer dans la nouvelle structure du capitalisme mondial. C'est un Etat chinois héritier de la révolution maoïste, unifié, nationaliste et armé, qui, en échange de son marché potentiel et de sa main-d'œuvre, s'est montré capable de négocier (en mettant en concurrence partenaires et investisseurs) des ouvertures de marchés, des installations de capacités productives, des transferts de technologies.

Nous sommes bien loin de « l'Empire » de Hardt et Negri, qui prophétisait une « terre plate » livrée à la liberté totale d'un capital transnational indépendant des Etats, se dressant seul, sans médiations politiques, face à la « multitude ». L'impérialisme d'aujourd'hui, c'est bien plutôt un monde dominé par l'activité des multinationales et du capital financier, mais structuré par un système d'Etats se concurrençant et coopérant. Il y a une sorte d'« impérialisme collectif », qui s'entend cahin-caha pour garantir la sécurité des échanges, des investissements, des flux de matières premières et d'énergie, parfois par la force la plus brutale.

Ce système est hiérarchisé. A son sommet : les Etats capitalistes les plus riches et les plus fiables (non seulement pour leur propre bourgeoisie, mais pour les fortunes du monde entier). Tout en haut, l'Etat américain. Son hégémonie ne se mesure pas à ses parts de marché dans le monde. Il est la clef de voûte de tout le système : sa puissance garantit la liberté des « flux » financiers et matériels,

son marché financier « liquide et profond » est un refuge pour tous les capitaux inquiets, sa monnaie équilibre tous les paiements. Bien sûr, l'impérialisme américain se paie de ses efforts sur la bête, en exerçant son droit de seigneurage par sa politique monétaire et financière, en abusant de sa force militaire pour des intérêts « égoïstes ». Mais ni le Japon ni l'Europe (qui n'existe pas) ne veulent le contester. Pékin et Moscou ne le peuvent que marginalement. Tous, bien sûr, n'hésitent pas s'il le faut à user des armements les plus terribles pour leur politique.

L'Etat, le capitaliste compte dessus mais s'en méfie. La démocratie peut être dangereuse pour le capital financier et les multinationales. La dictature aussi : des cliques incontrôlées peuvent vouloir faire tout tourner à leur propre profit, ou faire de la « démagogie ». Les bonnes constitutions sont faites pour dévitaliser la démocratie, contenir le peuple. L'Etat fort oui, mais pas pour entraver le business.

C'est tout aussi vrai pour les relations économiques internationales. Les capitalistes, hostiles aux réglementations (sociales, environnementales, sanitaires, etc.) qui entravent leur liberté de produire, investir et exploiter, en réclament pour sécuriser leurs investissements dans les pays étrangers, garantir l'ouverture des frontières et le droit de rapatrier ses profits, limiter les impôts, protéger la propriété intellectuelle. D'où l'espèce d'internationalisme juridique acharné des multinationales, qui se traduit par la mise en place d'organisations internationales comme l'OMC, et la négociation des traités de libre-échange. Comme le traité Tafta en cours de discussion entre la commission européenne et les autorités américaines, qui vise à niveler par le bas les normes communes aux deux rives de l'Atlantique, et à soumettre les Etats à des tribunaux arbitraux internationaux, saisissables par les multinationales. Les groupes pharmaceutiques avaient déjà atteint des sommets de cynisme en bataillant à la fin des années 1990, au sein de l'OMC, pour empêcher la production des médicaments génériques par les pays pauvres, ce qui voulait dire interdire les trithérapies à des dizaines de millions de malades du SIDA.

Ainsi, même sous couvert du « droit », la barbarie impérialiste ravage notre monde. □

1 On peut lire des analyses de ces processus par exemple dans « La Mondialisation du capital » de François Chesnais (dès 1994) ou encore dans « Une trajectoire du capital » de Isaac Johsua (2006).

2 La balance courante est le solde de l'ensemble des flux monétaires d'un pays ou groupe de pays.

Lire et discuter le *Lénine* de Lars Lih

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Lars T. Lih est un chercheur et universitaire canadien, russophone, auteur de plusieurs livres sur la Russie de la période révolutionnaire. *Lénine, une biographie* est l'un des plus courts et synthétiques. C'est aussi le premier à avoir été traduit pour le public francophone, l'an dernier grâce aux éditions Prairies ordinaires.

Pour le situer et mieux le comprendre, on commencera par se référer à d'autres travaux de l'auteur, notamment son volumineux et très détaillé *Lenin Rediscovered. What Is to Be Done? In Context?*, inédit en français.

LÉNINE REDÉCOUVERT

Dans son « Lénine redécouvert » Lars Lih, en s'appuyant pour partie sur une nouvelle traduction de *Que faire ?* (1902) effectuée par ses soins, met à bas une série d'idées reçues, ou plutôt de constructions politico-idéologiques faites *a posteriori*, et qui ont servi à créer le mythe d'un nouveau type de parti marxiste révolutionnaire, modèle invariable et unique (qu'en réalité, chaque courant s'en réclamant décline à sa façon), le dit « parti léniniste ». Pour Lih, les débats autour de ce livre ne reflétaient que des questions concrètes se rapportant aux conditions spécifiques du combat sous l'autocratie tsariste. Le type de parti que Lénine a bâti, sous des modalités et avec des réalités très différentes selon les époques, ne marquait pas de rupture avec la tradition révolutionnaire de la Deuxième Internationale ; une tradition dans la continuité de laquelle il s'est toujours placé, en particulier dans la perspective stratégique, définie par Kautsky, de « la fusion du socialisme et du mouvement ouvrier » (« rendre cette lutte de la classe ouvrière consciente et unitaire et lui montrer son but nécessaire, telle est la tâche du Parti social-démocrate », selon le programme d'Erfurt de la social-démocratie allemande, en 1891).

Une idée reçue que les travaux de Lih contredisent est celle selon laquelle Lénine se serait montré méfiant voire opposé à la spontanéité des luttes des travailleurs et des masses : au contraire, il

misait à fond sur cette créativité et ne ménageait aucun effort pour qu'elle parvienne à irriguer le parti révolutionnaire (tout autre chose étant sa polémique contre les positions du courant « économiste », qui niait la centralité du combat politique et repoussait aux calendes grecques l'objectif du socialisme). Une autre invention *a posteriori* est celle selon laquelle Lénine et son « parti léniniste » auraient inventé un nouveau mode universel et a-historique de fonctionnement, le « centralisme démocratique »². Lih montre que Lénine ne s'est référé à cette notion qu'à deux reprises : d'abord, en 1906-1907 pour insister sur la nécessité d'introduire à tous les niveaux du parti la démocratie (principe électif, révocabilité, autonomie des structures locales et droit à l'expérimentation), auparavant quasi inexistante du fait de l'absence de libertés démocratiques dans l'Etat et la société³ ; ensuite, en 1920-21, dans une situation de vie ou de mort pour le pouvoir bolchévique, afin de souligner, à l'inverse, la nécessité impérative de la discipline et de l'application des directives de la direction.

Le fait est qu'aucun congrès du Parti bolchévique (durant sa période révolutionnaire) n'a jamais formalisé ou théorisé le « centralisme démocratique ». Il a fallu pour cela attendre Zinoviev et le 5^e congrès de l'Internationale communiste, déjà en voie de bureaucratisation/stalinisation. Un organisateur bolchévique « de base », Alexander Nevsky, est cité par Lars Lih dans un autre texte⁴ comme le premier auteur, en 1925, d'une *Histoire du Parti communiste russe (bolchévique)*. Nevsky y signale que le « centralisme démocratique », tel que défini initialement par Lénine, n'a existé qu'à deux courts moments de la trajectoire du parti : dans la période – close en 1907 – des libertés démocratiques bourgeoises ouverte par la révolution de 1905, puis dans les quelques mois ayant suivi la révolution d'Octobre 1917, avant le début de la guerre civile.

Reste chez Lars Lih une opinion qui apparaît plus contestable : celle d'une continuité linéaire, ou quasi linéaire entre, d'une part, les conceptions

fondamentales de Karl Kautsky avant 1914 (avant que le « pape » de la social-démocratie allemande ne bascule dans le soutien à sa propre bourgeoisie dans la guerre impérialiste) et, d'autre part, celles que Lénine aurait défendues jusqu'à cette date et maintenues ensuite. Lih est convaincant quand il souligne la filiation politico-théorique de Lénine avec le Kautsky d'avant 1914, puis son indignation face à ce qu'il considère alors comme une pure trahison (le « renégat Kautsky »...) de toutes les positions que ce dernier avait lui-même défendues. Mais il laisse de côté la rupture /dépassement qui intervient chez Lénine à la même époque, au moment où il se réapproprie la logique hégélienne. Ce que la postface rédigée par Jean Batou, un dirigeant de l'organisation suisse Solidarités, a notamment pour intérêt de souligner (p. 239-241).

LE « SCÉNARIO HÉROÏQUE »

Les questions mentionnées ci-dessus sont présentes, plus ou moins explicitement et plus ou moins en filigrane, dans *Lénine, une biographie*. Le fil conducteur du livre est cependant autre. Il est de montrer que dès le début, et tout au long de son engagement politique, Lénine a été guidé par un « scénario héroïque ». Profondément marqué par la pendaison de son frère aîné, Alexandre Oulianov, en 1887 après sa tentative d'attentat contre le tsar, il chercha à partir de ce moment une alternative aux méthodes terroristes de la Narodnaïa Volia (« La Volonté du Peuple »). Et cette « autre voie », « autre moyen de réaliser les aspirations d'Alexandre » (p. 213) lui a été apporté par le marxisme.

Lars Lih résume ainsi le dit « scénario » : « le prolétariat russe accomplit sa mission historique mondiale en devenant le "vozhd" (guide) du "narod" (peuple), en conduisant une révolution qui renverse le tsar, institue les libertés politiques et prépare ainsi le terrain à un "vlast" (pouvoir) prolétarien qui réalisera le socialisme. Le moteur de cette action dramatique, c'est un leadership de classe inspiré et inspirant. Les militants du parti entraînent le prolétariat, qui entraîne le "narod" russe, qui entraîne le monde entier par ses exploits révolutionnaires » (p. 211). Dans ce cadre, la vie politique de Lénine

aurait connu trois étapes. De 1894 à 1904, l'étape « social-démocrate », marquée par la création du parti et la mise en place d'une clandestinité fonctionnelle aux impératifs de la répression tsariste. De 1904 à 1914, l'étape « bolchevique », consacrée à « faire la révolution démocratique et anti-tsariste "jusqu'au bout", grâce au leadership de classe du prolétariat sur l'ensemble de la paysannerie ». Enfin, de 1914 à 1924, l'étape « communiste » consistant à « transformer la guerre impérialiste en guerre civile pour la révolution socialiste » et à « établir un "vlast" (pouvoir) prolétarien en Russie qui entamera immédiatement une marche vers le socialisme » (p. 216).

Le chapitre du livre précédant la conclusion récapitulative, intitulé « Au-delà du "manuel à la Kautsky" », traite de la crise de la révolution russe et décrit les réajuste-

soutien des paysans à la révolution socialiste, et la transformation de l'appareil d'Etat ». On pourra être d'accord ou non, mais c'est l'occasion de souligner l'absence, dans l'ensemble de l'exposé, de thèmes qui auraient certainement aidé à comprendre la trajectoire politique du dirigeant d'Octobre. En particulier :

- La scission entre bolchéviks et menchéviks de 1903, devenue définitive en 1912 (n'y a-t-il pas un rapport avec la rupture ultérieure avec la direction social-démocrate allemande ?) ;
- La décision politique, prise dès les lendemains de la révolution d'Octobre, de privilégier une gestion économique par en haut, via les rouages et administrations de l'Etat, contre les revendications ouvrières d'auto-administration des entreprises ;
- Celle qui, en 1921, conduit à maintenir le

rieure prenait fin – c'est l'époque de la révolte de Kronstadt, de grandes grèves ouvrières et soulèvements paysans (Jean Batou développe cette question p. 245-247) ;

- La fondation et le développement de l'Internationale communiste, que Lénine, conscient que la révolution russe ne pouvait triompher seule, avait placée au cœur de ses préoccupations après la victoire d'Octobre.

« SE DÉBARRASSER DES APORIES DU "LÉNINISME" »

Pour finir de proposer une appréciation politique de ce livre, le mieux est de citer le début et la fin de la postface.

Pourquoi il faut le lire : « les travaux de Lars Lih constituent une contribution importante à la réouverture du "dossier Lénine", avec un siècle de recul. En effet, ils appellent à un retour scrupuleux aux sources, dans le respect des exigences de la recherche historique, par-delà les rideaux de fumée entretenus pendant des décennies, autant par les admirateurs, par les faux frères, que par les ennemis déclarés du principal dirigeant d'Octobre. »

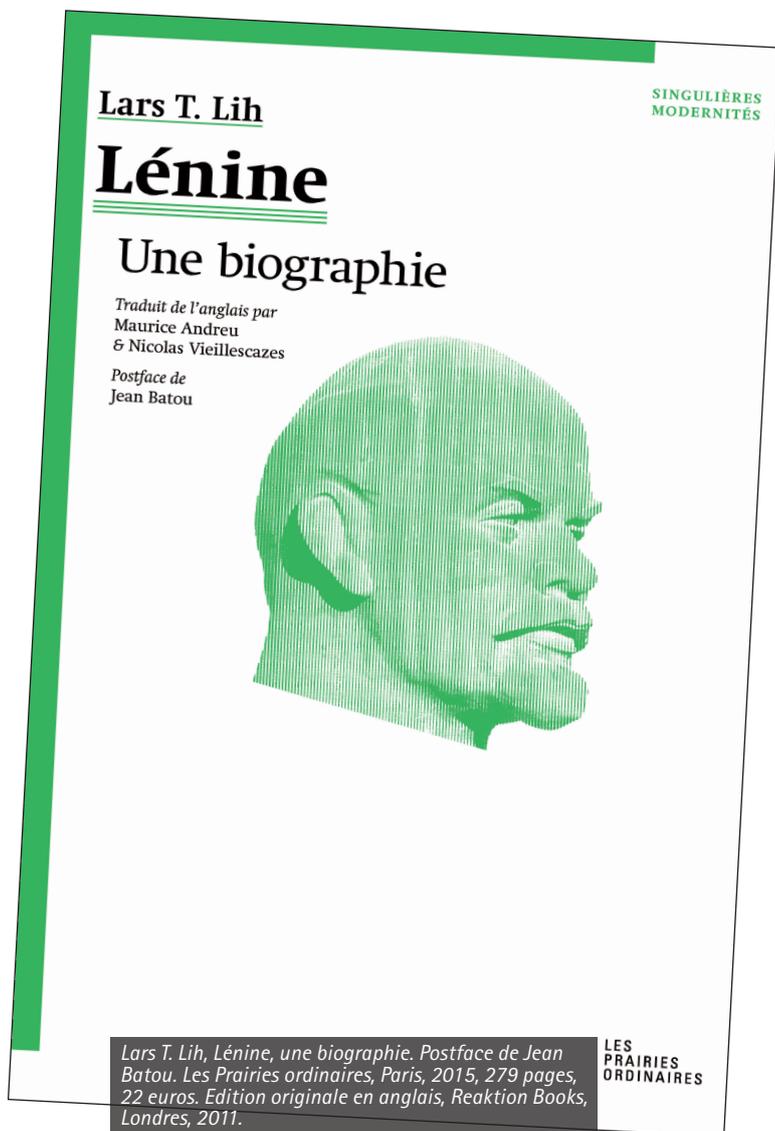
Ce qu'il nous apprend d'essentiel : « c'est pourquoi, les anticapitalistes d'aujourd'hui ne pourront dialoguer de façon fructueuse avec la pensée vivante de Lénine, que s'ils retournent à ses sources, en comprenant bien l'importance qu'elle accordait à la construction d'une force politique révolutionnaire rassemblée autour d'un même projet stratégique, capable de ce fait de débattre librement et d'agir avec une grande souplesse tactique. Pour cela, ils devront se débarrasser une bonne fois pour toutes des apories du "léninisme". » □

1 « Lénine redécouvert. "Que faire ?" dans son contexte ». Brill, Leyde (Pays-Bas), 2006. Seconde édition par Haymarket Books (Chicago, 2008, 867 pages, 50 dollars US).

2 Combien de groupes trotskystes ont-ils encore dans leurs statuts la phrase rituelle « notre organisation est régie par les principes et la pratique du centralisme démocratique » ?

3 De ce point de vue, Lars Lih rejoint Marcel Liebman qui signalait (dans son ouvrage « Le léninisme sous Lénine », Seuil, 1973 – voir ici le tome 1, pages 51 à 57) que le « centralisme démocratique » de l'après-révolution de 1905 signifiait en réalité l'introduction, pour la première fois, de la démocratie dans le mouvement révolutionnaire russe. Lénine y décrit ce qu'il appelle alors centralisme démocratique comme « la liberté de critique, entièrement et partout, tant qu'elle ne met pas obstacle à l'unité d'une action déterminée et l'inadmissibilité de toute critique détruisant ou gênant l'unité d'une action déterminée par le Parti » (op. cit., page 54). Par-delà les termes, évidemment datés, cette définition reste très acceptable pour toute organisation révolutionnaire se voulant à la fois démocratique et efficace.

4 Voir, en anglais, <http://weeklyworker.co.uk/worker/957/democratic-centralism-fortunes-of-a-formula/>, ainsi que l'article qui le prolonge, <http://weeklyworker.co.uk/worker/972/democratic-centralism-further-fortunes-of-a-formul/>



ments, pour ne pas dire reniements, auxquels Lénine a alors procédé face aux « trois points faibles de son scénario historique : la révolution internationale, le

régime de parti unique, assorti de la suppression de sa démocratie interne, alors même que la guerre civile et exté-

Les violences de l'état d'urgence

PAR JEAN-BAPTISTE PELÉ



En tête de la manifestation parisienne du 30 janvier 2016 contre l'état d'urgence et la déchéance de nationalité. Photothèque rouge/JR.

Triste ironie du sort, c'est la même semaine que la cour d'assise de Bobigny et le tribunal correctionnel d'Amiens rendaient des jugements pour le moins révoltants.

La première statuait le 15 janvier sur la mort, en avril 2012, d'Amine Bentounsi, abattu par un policier à Noisy-le-Sec. Celui-ci comparait pour « violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner » et plaidait la « légitime défense », alors même que sa victime a été abattue d'une balle... dans le dos !

Le second jugeait, le 12 janvier, huit ouvriers de Goodyear, accusés d'avoir retenus deux cadres pendant trente-deux heures en janvier 2014, alors que plus d'un millier de licenciements étaient annoncés par l'entreprise. Ils comparaissent pour « séquestration et violences en réunion et voies de fait », sur ordre du parquet puisque que l'entreprise et les cadres avaient retiré leurs plaintes suite au protocole de fin de conflit.

L'acquittement du meurtrier d' Amine Bentounsi s'ajoute à la longue liste des crimes policiers impunis, huit mois après la relaxe des policiers de Clichy-sous-Bois. La justice envoie un message clair : la police a le droit de tuer et rien ne sera fait pour l'en empêcher.

La répression syndicale n'est pas plus surprenante. Les travailleurs d'Air France, pour ne citer qu'un exemple récent et emblématique, en savent quelque

chose. Mais la condamnation des Goodyear à neuf mois de prison ferme est un événement sans précédent.

Le ministère de la justice a le pouvoir de faire cesser les poursuites contre les Goodyear... Comme pour les syndicalistes, militants et militantes du mouvement BDS, de Notre-Dame-des-Landes ou de Sivens... Comme il pouvait faire annuler les assignations à résidence de près de trente militants et militantes écologistes pendant la COP 21 ou lever les 317 gardes à vue de manifestants et manifestantes à Paris pendant le sommet.

Voilà pour le bilan de Taubira qui a prétendu, quatre ans durant, incarner l'aile la moins sécuritaire du gouvernement. Voilà aussi pour le premier bilan de l'état d'urgence. Il a fallu moins de deux semaines pour montrer, à qui en doutait, que son utilisation a peu à voir avec la lutte antiterroriste. La liste des « bavures » et autres abus depuis sa mise en place s'allonge chaque jour¹.

Les sondages annoncent que « l'opinion publique » est majoritairement favorable aux mesures liberticides mises en place depuis le 13 novembre. Il serait sans doute utile de nous interroger sur les méthodes des instituts de sondage, notamment sur leur manière de formuler les questions. Il reste que l'opposition à l'état d'urgence est certainement pour le moment minoritaire. Elle l'était aussi aux États-Unis après le 11 septembre 2001 face au *Patriot Act*.

Dans d'autres contextes, pourtant, comme lors des attentats de Madrid en mars 2004, la réaction populaire a pu se tourner contre le gouvernement et ses politiques guerrières et sécuritaires. La différence entre l'Etat espagnol de 2004 et la France de 2015 est que le premier avait connu un important mouvement anti-guerre l'année précédente.

Or, un début de contestation existe. La pétition de soutien aux Goodyear a dépassé les 100 000 signatures en moins d'une semaine. À l'heure où nous écrivons ces lignes, elle approche des 150 000 et des comités locaux se mettent en place. Des réunions publiques sur l'état d'urgence, unitaires ou à l'initiative du NPA, dans des quartiers ou des facs ont été des succès. Le 30 janvier, les manifestations contre l'état d'urgence et la déchéance de la nationalité se sont tenues dans les principales villes de France et ont rassemblé plus de 40 000 personnes.

Notre tâche est désormais de réussir les prochaines échéances militantes et d'unifier les batailles contre la criminalisation du mouvement social, contre les violences policières, contre l'état d'urgence, les lois racistes et la guerre. C'est ainsi que nous aiderons à changer le climat politique, en contrecarrant l'actuelle dynamique sécuritaire et réactionnaire. □

¹ Voir le recensement établi par La Quadrature du Net : https://wiki.laquadrature.net/Etat_urgence/Recensement